

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
Étude des crédits 1990-1991

Les Affaires autochtones

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

Son rôle

Le poste de ministre délégué aux Affaires autochtones, au sein du ministère du Conseil exécutif, a été créé le 26 mars 1986 par décret du gouvernement (339-86). Le ministre est chargé d'élaborer les politiques gouvernementales concernant les Autochtones et d'en coordonner la mise en oeuvre. Il a la responsabilité générale du Secrétariat aux affaires autochtones qui coordonne l'action gouvernementale en ce domaine.

Plus spécifiquement, le ministre joue un rôle de promotion des intérêts des communautés amérindiennes et inuit auprès du Conseil des ministres et un rôle de coordination des politiques des divers ministères relatives au milieu autochtone.

Ses activités

Le ministre se rend dans les communautés autochtones et il reçoit fréquemment des délégations des nations ou des communautés qui le désirent permettant ainsi à leurs dirigeants de lui faire part de leurs problèmes et revendications ou de leur assentiment quant aux questions touchant les affaires autochtones.

Le ministre a de nombreuses rencontres et sessions de travail avec ses collègues du Cabinet en vue de mieux orienter l'action des ministères dans le traitement qu'ils doivent apporter au dossier autochtone. Le ministre rencontre également les coordonnateurs ministériels aux affaires autochtones pour échanger avec eux et passer en revue les différents projets, politiques et programmes gouvernementaux qui sont l'objet de ses préoccupations ministérielles.

LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

Deux décrets du Gouvernement, adoptés respectivement le 18 janvier 1978 et le 14 janvier 1987, régissent les activités du Secrétariat aux affaires autochtones (décrets 154-78 et 17-87).

Un secrétaire général associé dirige le Secrétariat aux affaires autochtones dont le personnel comprend 25 employés permanents et six occasionnels.

Vingt-trois coordonnateurs désignés dans autant de ministères et d'organismes s'occupent expressément des dossiers concernant les Autochtones. Ils appuient le Secrétariat aux affaires autochtones dans son action auprès des diverses instances administratives et participent à ses activités régulières de fonctionnement.

Son mandat

Le mandat du Secrétariat aux affaires autochtones consiste à:

- . assurer la coordination et la cohérence des interventions gouvernementales et paragouvernementales en milieu autochtone;

- élaborer, en concertation avec les intéressés, la politique d'ensemble du gouvernement devant s'appliquer en milieu amérindien et inuit;
- fournir au milieu autochtone une information générale et faire connaître les politiques gouvernementales pertinentes à l'ensemble de la population québécoise;
- conduire la négociation des ententes globales en collaboration avec les ministères concernés, conseiller les ministères dans la négociation des ententes sectorielles et veiller à la mise en oeuvre des ententes conclues.

Orientations et priorités

Le Secrétariat aux affaires autochtones consacre principalement ses efforts en ce qui a trait au développement économique, à la formation des Autochtones, à la création d'emplois en milieu autochtone et aux règlements de revendications en matière de territoire et d'autonomie. Etant donné l'attachement des Autochtones au maintien et au développement de leur culture, le Secrétariat traite de façon prioritaire le soutien que le gouvernement doit leur apporter dans ce domaine.

Concertation interministérielle et intergouvernementale

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) réunit mensuellement en session plénière les coordonnateurs ministériels afin d'assurer la coordination et la cohérence des activités gouvernementales en milieu autochtone. Les coordonnateurs sont également regroupés autour de trois tables sectorielles présidées par le SAA, selon leur domaine d'activités: le développement économique, le développement socio-culturel et le développement communautaire, chacune tenant également une réunion mensuelle. De plus, des groupes de travail ad hoc sont mis sur pied chaque fois que les circonstances ou que le caractère interministériel du dossier à traiter l'exigent.

En vue de se concerter avec le gouvernement fédéral et de maintenir la cohérence des actions gouvernementales, le responsable du Secrétariat aux affaires autochtones et ses collaborateurs rencontrent régulièrement les principaux gestionnaires du bureau régional du Québec du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour faire le point sur des sujets d'intérêt commun.

Bilan des principales réalisations

- La négociation de la revendication territoriale globale entre le Conseil des Atikamekw et des Montagnais et les gouvernements du Québec et du Canada est en cours. Le 25 avril 1989, les trois parties ont conclu une entente sur des mesures provisoires ayant pour but de protéger, pendant la période de la négociation, les intérêts de ces Autochtones relativement au territoire visé et aux activités qu'ils y exercent;
- les trois négociateurs de la revendication territoriale des Attikameks et des Montagnais ont effectué deux tournées d'information dans le cadre d'un plan de communication tripartite visant à informer la population du Québec et principalement celle des régions directement concernées par la négociation (Sept-Iles, Baie-Comeau, Chicoutimi, Roberval, La Tuque, Trois-Rivières, Joliette, Saint-Michel-des-Saints). Un dépliant a également été publié;

- des pourparlers préliminaires ont été initiés avec le Conseil des Mohawks de Kahnawake relativement au développement économique de cette communauté et à l'exercice d'une plus grande autonomie gouvernementale, particulièrement dans les domaines des services sociaux, de la sécurité publique et de l'administration de la justice;
- une négociation amorcée en août 1989 pour réduire les tensions dans la région d'Oka est maintenant présidée par un représentant du Secrétariat et vise éventuellement à ce que la communauté de Kanesatake dispose de terres unifiées pour devenir possiblement une réserve.
- des discussions ont été amorcées avec le Comité constitutionnel du Nunavik, relativement à la mise sur pied d'un gouvernement régional responsable. Ces discussions font suite au dépôt auprès du gouvernement du Québec d'une proposition en ce sens par les Inuit du Québec;
- à quelques reprises au cours de l'année, le Secrétariat aux affaires autochtones a agi, pour le gouvernement du Québec, soit à titre de participant, soit comme organisateur et hôte de forums interprovinciaux sous-ministériels et ministériels concernant les affaires nordiques et les affaires autochtones;
- le Secrétariat a participé à des négociations avec les Mohawks d'Akwesasne et les gouvernements du Canada et de l'Ontario concernant l'amélioration du service de police et des infrastructures de loisirs et de santé dans cette communauté;
- il a organisé et animé des sessions d'information sur les Autochtones à l'intention des employés du gouvernement;
- il a contribué à la conception de maisons de transmission de la culture au Nunavik dans le cadre d'un programme du ministère des Affaires culturelles;
- la coordination de groupes de travail concernant l'amélioration du financement de l'Administration régionale Kativik, le financement de la construction des routes donnant accès aux communautés attikameks et la compensation pour l'utilisation du gravier dans les terres de catégorie I des Inuit ont été au coeur des préoccupations de la table sectorielle responsable du développement communautaire;
- la revue de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois s'est poursuivie à un rythme irrégulier, les Inuit et les Cris n'étant pas prêts à entreprendre avec le Québec cet exercice sur une base intensive; le Québec a cependant participé de façon sporadique à la revue en cours entre les Inuit et le Canada;
- de concert avec le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Affaires municipales, le ministère des Communications, le ministère de l'Éducation, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, le ministère de la Justice, le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du Revenu et de la formation professionnelle, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec, le Secrétariat aux affaires autochtones a publié un rapport sur l'abus des drogues et de l'alcool chez les Cris, les Inuit et les Naskapis qui prévoit un certain nombre de mesures de nature à remédier à la situation et qui fait suite à une consultation effectuée auprès des dirigeants de ces communautés;

- . le comité de coordination chargé de mettre en oeuvre l'Entente de concertation Canada/Québec sur le développement économique des Autochtones et coprésidé par le secrétaire général associé responsable du Secrétariat aux affaires autochtones et par le directeur régional du Québec du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a produit son rapport aux ministres cosignataires de l'Entente; les secteurs de concertation prévus à l'Entente portent sur le développement de l'entreprise, le développement forestier, le développement agricole, le développement des pêches commerciales, le développement touristique, l'emploi et la formation et la mise en valeur des ressources minérales;
- . en collaboration avec le ministère de l'Énergie et des ressources, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes et le ministère de l'Environnement, le Secrétariat a procédé à une analyse de l'étude d'impact produite par le ministère de la Défense nationale sur les vols à basse altitude dont une intensification importante a été proposée au-dessus de la Basse Côte-Nord;

Plusieurs autres activités ont été réalisées par le Secrétariat aux affaires autochtones au cours du dernier exercice financier dont, notamment:

- . la participation à un inventaire des ressources en main-d'oeuvre dans quelques communautés montagnaises en vue de constituer une banque informatisée pour les employeurs en collaboration avec le CAM, la CCQ et la CEIC;
- . la coordination des intervenants dans la création de comités d'adaptation de la main-d'oeuvre (CAMO) pour les Micmacs de Restigouche, le Conseil des Algonquins de l'Ouest et l'Alliance autochtone du Québec (région nord-ouest);
- . le soutien et l'encouragement aux Attikameks, aux Algonquins et aux Mohawks en vue de favoriser leur participation aux biennales et aux conférences socio-économiques de la Mauricie Bois-Francs, de Lanaudière, de la Montérégie et de l'Abitibi-Témiscamingue;
- . le soutien financier aux organismes autochtones, tels l'Alliance autochtone du Québec, l'Association des Métis et Indiens hors réserve du Québec, l'Association des femmes autochtones du Québec, le Regroupement des centres d'amitié autochtone, de même qu'à plusieurs conseils de bande ou groupes autochtones pour les aider à poursuivre leurs objectifs ou à réaliser des activités particulières;
- . la publication d'une politique gouvernementale sur "Le maintien et le développement des langues autochtones";
- . la publication trimestrielle de la revue RENCONTRE, destinée principalement aux Amérindiens et aux Inuit du Québec et qui intéresse de plus en plus l'ensemble de la population. On retrouve des encarts en montagnais, en inuktitut et en cri dans les versions française et anglaise de la revue;
- . la participation aux expositions Info-Services Plus, tenues à Roberval et à Baie-Comeau, et à la 20^e Exposition industrielle, commerciale et agricole de la Gaspésie, tenue à New Richmond;

Perspectives d'avenir

Au cours de l'année budgétaire 1990-1991, le Secrétariat entend poursuivre ses efforts dans le domaine du développement économique. Conscient que, sans une assise économique solide, les communautés autochtones ne sauraient connaître de véritables prises en charge de leur devenir, le gouvernement entend favoriser par tous les moyens possibles la réalisation de projets créateurs d'emplois.

Ainsi, le Secrétariat aux affaires autochtones continuera à soutenir les nations et les communautés en vue d'assurer leur participation aux conférences socio-économiques qui se tiendront dans leur région respective. Il entend également continuer ses efforts en vue d'intégrer les Autochtones au marché du travail de manière à réduire le chômage trop élevé qui sévit actuellement dans les réserves. Des efforts particuliers seront faits dans le domaine forestier, domaine dans lequel les Autochtones ont déjà démontré leur savoir-faire.

Le Secrétariat entend aussi poursuivre ses travaux en participant avec Hydro-Québec, la Commission de la construction du Québec, le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la formation professionnelle et la Commission de la formation professionnelle à des groupes de travail en vue de former de la main-d'oeuvre autochtone pour les mégaprojets susceptibles de se réaliser au Québec au cours des prochaines années.

Le Secrétariat aux affaires autochtones, de concert avec le bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, veillera à la mise en oeuvre des recommandations du rapport final présenté aux ministres signataires de l'Entente de concertation Canada/Québec sur le développement économique des Autochtones, en tenant compte de la volonté des Autochtones de participer au suivi de cette entente dans les sept secteurs d'activités qu'il couvre.

Le Québec entend participer activement aux négociations de revendications territoriales présentées par le Conseil des Atikamekw et des Montagnais, de manière à en arriver à une entente de principe dans les meilleurs délais. De même, l'étude du dossier de la revendication présentée par quelques bandes algonquines se poursuivra avec célérité. Pour ce qui est des conventions déjà signées de la Baie James et du Nord québécois et du Nord-Est québécois, le gouvernement ne ménagera aucun effort pour en assurer la mise en oeuvre la plus complète possible. Il convient cependant de souligner que des efforts considérables ont été faits à cet égard dans le passé.

Toujours au chapitre des négociations, le Secrétariat aux affaires autochtones, en collaboration avec l'OPDQ et le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, poursuivra ses discussions pour en arriver à la préparation d'un plan de développement socio-économique avec le conseil de bande des Micmacs de Restigouche.

Le Québec poursuivra aussi ses discussions avec les Mohawks de Kahnawake, ceux d'Akwesasne et ceux de Kanesatake en vue d'harmoniser ses relations avec ces trois communautés.

Le Québec organisera en septembre prochain la première réunion des ministres provinciaux chargés des affaires autochtones.

Enfin, le ministre délégué aux Affaires autochtones et le Secrétariat aux affaires autochtones continueront d'apporter leur collaboration aux différents ministères en vue de développer des politiques sectorielles mieux adaptées aux besoins des Autochtones.

**MINISTERE DU CONSEIL EXECUTIF
SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**

**Etude des crédits 1990-1991
Cahier explicatif des crédits**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
 SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
 BUDGET 1990-1991 (PR 02 ELEM 03)

	<u>Budget 1989-1990</u>	<u>Budget 1990-1991</u>
<u>Fonctionnement - traitement</u>		
01 Traitements:	1 048 000 \$	1 089 400 \$
02 Autres rémunérations:	201 400 \$	396 700 \$
Total:	1 249 400 \$	1 486 100 \$
<u>Fonctionnement général</u>		
03 Communications: frais de voyage, publications gouvernementales expositions, réunions, frais de représentation, etc.	283 200 \$	538 200 \$
04 Services professionnels: traducteurs, réceptions, pigistes, contractuels, impression, etc.	95 000 \$	322 400 \$
05 Entretien et réparations du matériel de bureau	10 000 \$	10 500 \$
06 Location: photocopieur et appareils de bureau	4 000 \$	4 200 \$
07 Fournitures et approvisionnement: articles et matériel de bureau	45 000 \$	47 100 \$
11 Autres dépenses	1 000 \$	1 000 \$
Total:	438 200 \$	923 400 \$
<u>Capital</u>		
08 Matériel et équipement: équipement de bureautique	15 700 \$	16 400 \$
<u>Transfert</u>		
10 Dépenses de transfert	755 000 \$	789 700 \$
<u>Prêts et avances</u>		
16 Prêts et avances	500 \$	---
TOTAL:	2 458 800 \$	3 215 600 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SÉCRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

Explications sur le budget 1990-1991 versus le budget 1989-1990

Fonctionnement - traitement

Budget 1989-1990: 25 employés permanents (6 employés cadres, 10 professionnels, 9 employés de soutien)

6.5 employés occasionnels (4 professionnels et 2.5 employés de soutien)

Budget 1990-1991: 24 employés permanents (6 employés cadres, 9 professionnels, 9 employés de soutien)

7 employés occasionnels (4 professionnels et 3 employés de soutien)

N.B. Au budget 1990-1991, il y a un employé permanent professionnel en moins comparativement au budget 1989-1990 étant donné la mutation d'un employé au ministère des Communications

Au budget 1990-1991, dans "autres rémunérations", il y a un montant additionnel de 195 300 \$ pour le paiement des employés occasionnels à temps complet dont le nombre passera de 6.5 à 10, soit 7 professionnels et 3 employés de soutien dont 2 seront affectés à la revue de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois avec les Cris et les Inuit et les 8 autres pour les activités régulières du Secrétariat.

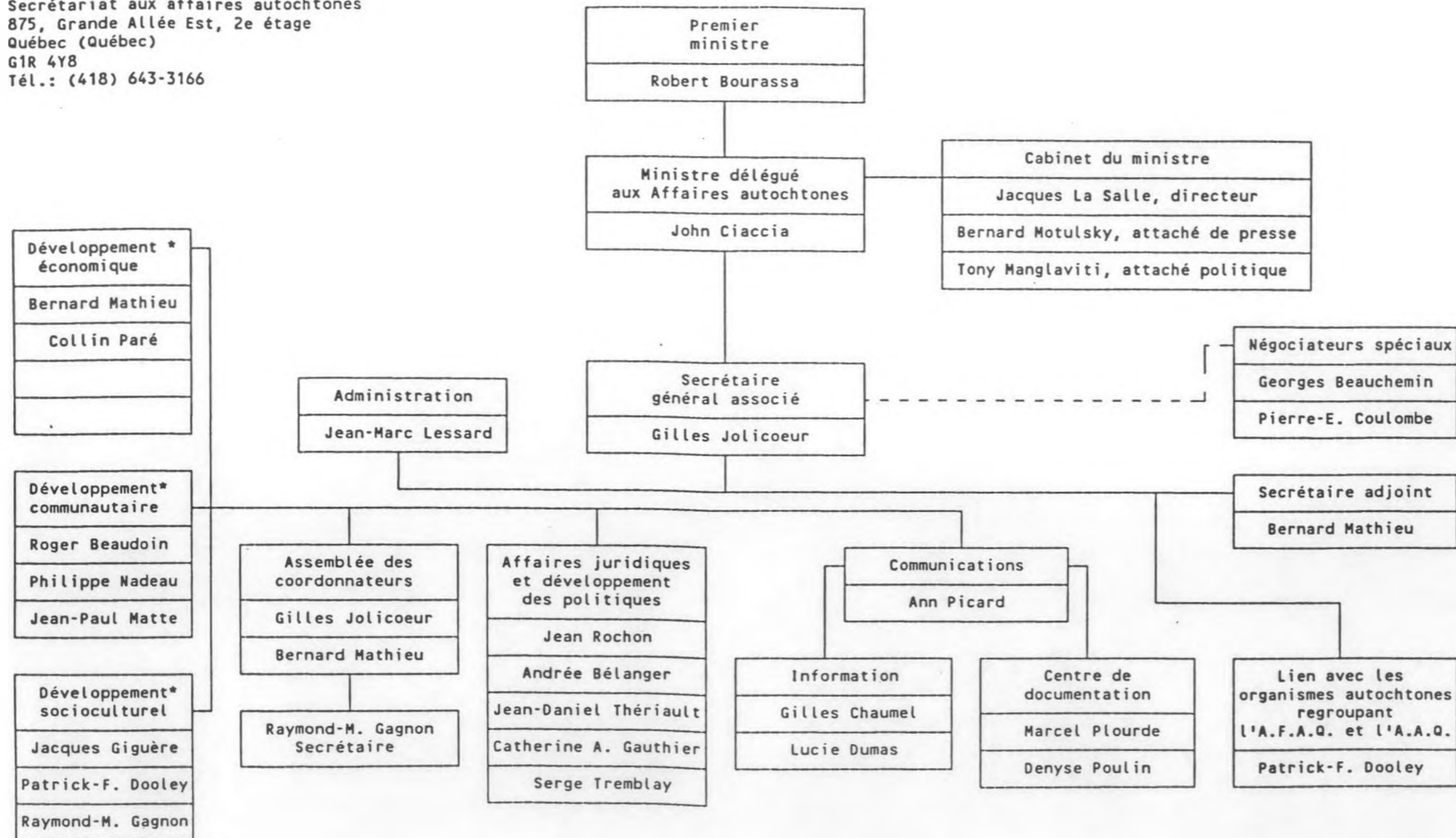
Fonctionnement général

Au budget 1990-1991, vous noterez une augmentation de 485 200 \$ dont un montant de 390 000 \$ pour la revue de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois avec les Cris et les Inuit (242 000 \$ pour les communications: frais de voyage, publication, frais de représentation, frais de réunions, nolisements d'avion, etc. et 148 000 \$ pour les services professionnels: frais de traduction et impression, études sectorielles) et un montant de 95 200 \$ pour couvrir les dépenses reliées au renouvellement des publications du Secrétariat.

Budget global

Le budget global du Secrétariat aux affaires autochtones a été augmenté de 756 800 \$ par l'octroi d'un budget additionnel de 500 000 \$ pour la revue de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, d'un transfert de crédits de 195 000 \$ du Secrétariat général du Conseil exécutif au Secrétariat aux affaires autochtones et un montant de 61 800 \$ en indexation et ajustement.

Secrétariat aux affaires autochtones
875, Grande Allée Est, 2e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y8
Tél.: (418) 643-3166



LES COORDONNATEURS SONT REGROUPÉS SOUS TROIS TABLES SECTORIELLES

COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL	COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
<u>Ministères:</u> Agriculture, Pêcheries et Alimentation Énergie et Ressources Industrie et Commerce Loisir, Chasse et Pêche (chasse et pêche) Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu Revenu Tourisme	<u>Ministères:</u> Affaires culturelles Communications Éducation (programmes scolaires) Enseignement supérieur et Science Justice Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu Santé et Services sociaux Sécurité publique	<u>Ministères:</u> Affaires municipales Éducation (infrastructures) Environnement Loisir, Chasse et Pêche (loisirs) Santé et Services sociaux (infrastructures) Transports
<u>Organismes:</u> Commissions de la construction du Québec Hydro-Québec Office de planification et de développement du Québec	<u>Organismes:</u> Commission de la santé et de la sécurité du travail Commission de toponymie du Québec	<u>Organismes:</u> Société d'habitation du Québec Société immobilière du Québec

ETUDE DES CREDITS
CONSEIL EXECUTIF
SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
ADRESSEE A TOUS LES MINISTERES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NOTE: Cette demande de "renseignements généraux" s'adresse à tous les ministères et autres organismes tels les offices, régies, sociétés, conseils, secrétariats, commissions:

- a) les questions 1 à 10 s'adressent aux ministères et aux organismes
- b) les questions 11 à 21 aux ministères seulement

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme
2. Liste des publications régulières du ministère ou de l'organisme
 - tirage
 - coût
 - distribution
 - imprimeur
 - copie du dernier numéro
3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1989
 - but du voyage
 - coût
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés
4. Liste des dépenses en publicité
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 1989-1990 et les prévisions pour 1990-1991
5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1989-1990 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent
 - liste et coût
 - copie du questionnaire et du résultat
6. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme du 1er avril 1989 au 31 mars 1990 en indiquant:
 - le nom du professionnel (le) ou de la firme
 - l'objet
 - le coût
7. Copie des demandes et la liste des réponses et des avis adressés à l'organisme ou au ministère par la Commission des droits de la personne depuis le 1er avril 1989
8. Liste des recommandations et des suggestions formelles adressées au ministre, au sous-ministre ou au dirigeant d'organisme par le Protecteur du citoyen durant l'exercice financier 1989/1990.
9. Liste des avis généraux ou particuliers adressés au ministère ou à l'organisme par le Vérificateur général durant l'exercice financier 1989-1990

10. Le nombre et la répartition du personnel féminin, des personnes handicapées et des communautés culturelles (de chacun des ministères et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour les années 1985-1986 à 1989-1990
11. a) Liste du personnel du cabinet et de la suite sous-ministérielle en 1989-1990 en indiquant:
 - la date de l'entrée en fonction
 - la date du départ, s'il y a lieu
 - le titre et la fonction
 - la classification
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versésb) Le montant total des salaires et honoraires versés par le cabinet pour l'exercice 1989-1990
c) Le nombre total d'employés du cabinet
12. Liste des contrats donnés en 1989-1990 à même le budget discrétionnaire du cabinet du ministre en indiquant:
 - le nom de l'organisme ou de la personne concerné
 - le coût
 - l'objet
13. Les effectifs (noms et salaires) sur la masse salariale qui ne se voient pas assignés de postes réels pour l'année financière 1989-1990
14. Liste des crédits périmés par programme et par élément pour l'exercice financier 1989-1990
15. Ventilation des crédits (incluant les crédits supplémentaires) par super-catégorie et par catégorie pour l'exercice financier 1989-1990
16. Ventilation des dépenses (déboursés) par super-catégorie et par catégorie pour l'exercice financier 1989-1990
17. S'il y a eu transfert d'une catégorie à une autre (crédits par rapport aux dépenses), quelle en est la raison?
18. La liste détaillée des contrats du ministère qui, depuis janvier 1986, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat
19. La liste des personnes qui formaient les comités de sélection pour chacun des contrats du ministère accordés par un comité de sélection depuis 1986
20. La ventilation détaillée des transferts obtenus du gouvernement fédéral en 1989-1990 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention
21. La liste des lois ou articles de loi qui ne sont pas encore en vigueur au 1er mars 1990

ETUDE DES CREDITS 1990-1991

CONSEIL EXECUTIF

SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

Liste particulière

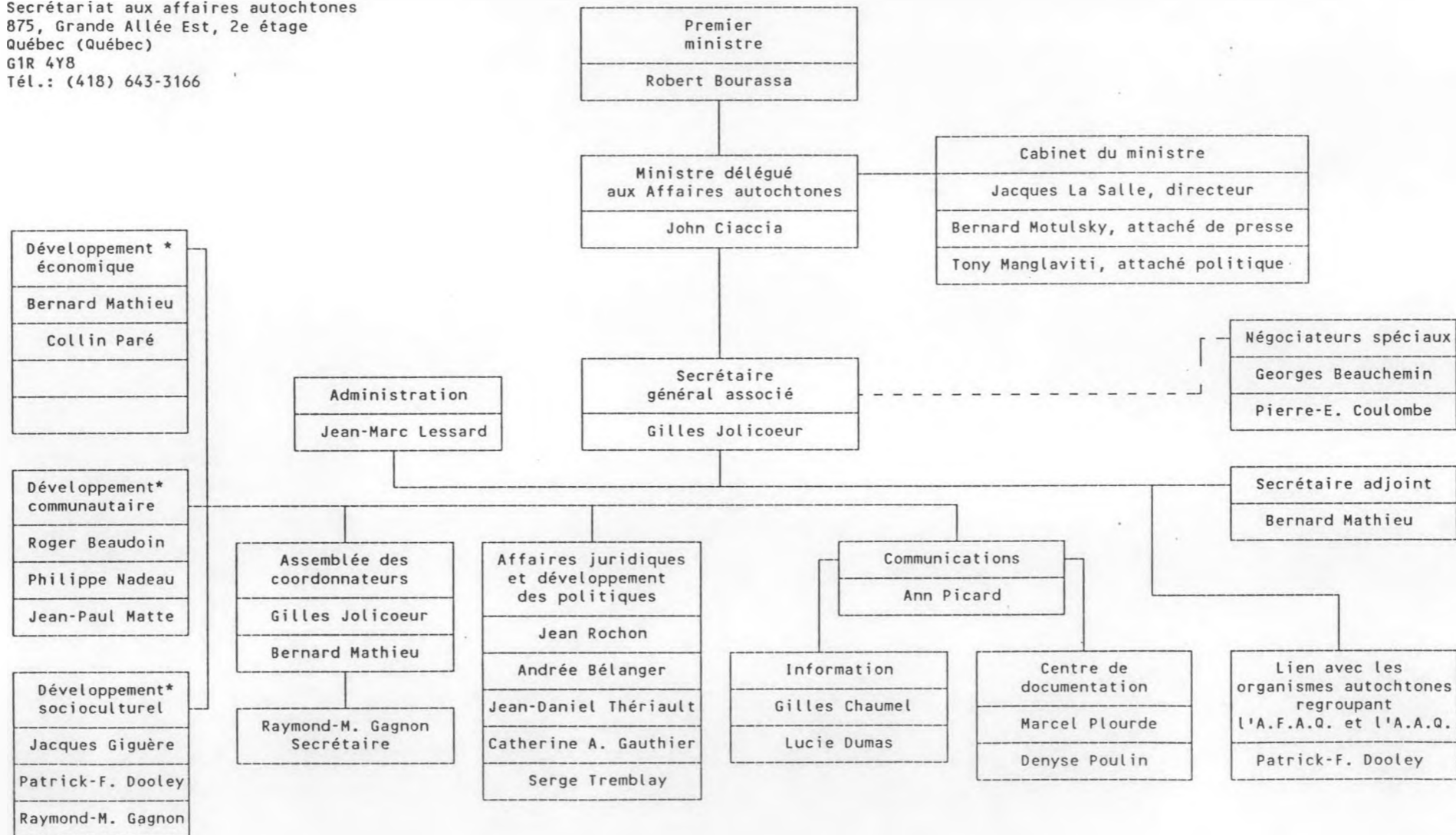
- A. La ventilation des budgets 1989-1990 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et des dépenses de transfert aux organismes ou associations autochtones
- B. Liste des négociations qui ont présentement lieu entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones et détails quant à l'objet des négociations - échéancier
- C. Bilan de la participation du gouvernement du Québec dans les dossiers de l'implantation d'une base militaire à Goose Bay et à Kuujuaq
- D. Détails des sommes investies par le gouvernement du Québec dans les communautés autochtones au niveau du développement communautaire, économique et socio-culturel depuis 1985-1986
- E. Dépôt des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande depuis 1985

QUESTION 1: **Organigramme du ministère**

REPONSE: **Voir document annexé**

ORGANIGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

Secrétariat aux affaires autochtones
875, Grande Allée Est, 2e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y8
Tél.: (418) 643-3166



(*) Annexe

Révisé le 26 mars 1990

ANNEXE I

LES COORDONNATEURS SONT REGROUPÉS SOUS TROIS TABLES SECTORIELLES		
COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL	COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
<p><u>Ministères:</u></p> <p>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</p> <p>Énergie et Ressources</p> <p>Industrie et Commerce</p> <p>Loisir, Chasse et Pêche (chasse et pêche)</p> <p>Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu</p> <p>Revenu</p> <p>Tourisme</p>	<p><u>Ministères:</u></p> <p>Affaires culturelles</p> <p>Communications</p> <p>Éducation (programmes scolaires)</p> <p>Enseignement supérieur et Science</p> <p>Justice</p> <p>Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu</p> <p>Santé et Services sociaux</p> <p>Sécurité publique</p>	<p><u>Ministères:</u></p> <p>Affaires municipales</p> <p>Éducation (infrastructures)</p> <p>Environnement</p> <p>Loisir, Chasse et Pêche (loisirs)</p> <p>Santé et Services sociaux (infrastructures)</p> <p>Transports</p>
<p><u>Organismes:</u></p> <p>Commissions de la construction du Québec</p> <p>Hydro-Québec</p> <p>Office de planification et de développement du Québec</p>	<p><u>Organismes:</u></p> <p>Commission de la santé et de la sécurité du travail</p> <p>Commission de toponymie du Québec</p>	<p><u>Organismes:</u></p> <p>Société d'habitation du Québec</p> <p>Société immobilière du Québec</p>

QUESTION 2: **Liste des publications régulières du ministère**

- tirage
- coût
- distribution
- imprimeur
- copie du dernier numéro

REPONSE: **Voir documents annexés**

SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

PUBLICATION DE LA REVUE RENCONTRE

TIRAGE: 1989-1990

28,000 copies en français

13,500 copies en anglais

2,700 encarts en cri

2,200 encarts en inuit

2,200 encarts en montagnais

48,600

COUT: 36,000 \$ par numéro, 4 numéros par année =
144,000 \$ en 1989-1990 incluant la traduction et les
journalistes-pigistes

DISTRIBUTION: Envois individualisés et en vrac préparés par Paul A.
Joncas inc.

IMPRIMEUR: Imprimerie L'Eclaireur ltée
Beauceville (Québec)

ENTENTE ENTRE LE SAA ET LES PUBLICATIONS DU QUEBEC

- Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) est entièrement responsable du contenu des publications.
- L'édition de RENCONTRE est réalisée par le SAA en collaboration avec Les Publications du Québec.
- Le SAA assume les coûts réels plus un montant de 15% payé aux Publications du Québec pour les frais administratifs

SAA, le 5 mars 1990

QUESTION 3: Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1989

- but du voyage
- coût
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés

REPONSE: Voir documents annexés

QUESTION 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUEBEC DEPUIS LE 1ER AVRIL 1989

SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
PR 02 EL 03 CR 3000

NOMS	LIEU	BUT	COUT

MATHIEU, Bernard	Groenland 15 au 19 mai 1989	Explorer les avenues de coopération entre les Inuit du Québec et du Groenland	2 211.20 \$
COULOMBE, Pierre E.	Marrakech (Maroc) 22 juillet au 8 août 1989	Congrès de l'Institut international des Sciences administratives	1 618.81 \$
JOLICOEUR, Gilles	St-John (Terre-Neuve) 26 au 28 septembre 1989	Rencontre des Hauts-fonctionnaires chargés de préparer la Conférence interprovinciale des ministres responsables des Affaires autochtones	948.50 \$
ROCHON, Jean	St-John (Terre-Neuve) 26 au 28 septembre 1989	Rencontre des Hauts-fonctionnaires chargés de préparer la Conférence interprovinciale des ministres responsables des Affaires autochtones	948.50 \$
BELANGER, Andrée	St-John (Terre-Neuve) 26 au 28 septembre 1989	Rencontre des Hauts-fonctionnaires chargés de préparer la Conférence interprovinciale des ministres responsables des Affaires autochtones	949.69 \$
JOLICOEUR, Gilles	Toronto 23 et 24 mai 1989	Rencontre au bureau des Affaires indiennes concernant l'Entente de concertation Canada/Québec sur le développement économique des Autochtones	678.65 \$
COULOMBE, Pierre E.	Toronto 11 et 12 juin 1989	Préparation de la présidence à assurer à l'Institut d'administration publique du Canada	785.00 \$
COULOMBE, Pierre E.	Toronto 13 au 16 novembre 1989	Réunion à l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC)	919.22 \$
COULOMBE, Pierre E.	Vancouver 4 au 10 décembre 1989	Procéder à l'ouverture et assister au 22 ^e Colloque national de l'IAPC, rencontrer l'Exécutif et les groupes régionaux de Vancouver et Victoria	1 935.60 \$

```

*****
NOMS                                LIEU                                BUT                                COUT
*****
BEAUDOIN, Roger                    Toronto                             Réunion concernant les services policiers d'Akwesasne avec          502.45 $
11 et 12 décembre 1989              les représentants du gouvernement du Québec, du gouvernement
                                     fédéral, du gouvernement de l'Ontario et le Conseil des
                                     Mohawks d'Akwesasne

ROCHON, Jean                       Toronto                             Participer, à la demande du gouvernement de l'Ontario, à une          509.35 $
6 février 1990                      séance de travail avec le Comité interministériel de l'Ontario
                                     concernant les négociations avec les Autochtones

COULOMBE, Pierre E.               Toronto                             Réunion du Comité de recherche de l'Institut d'administration          653.95 $
23 et 24 février 1990                publique du Canada

COULOMBE, Pierre E.               Toronto                             Comité de gestion de l'Institut d'administration publique             639.50 $
16 et 17 février 1990                du Canada

JOLICOEUR, Gilles                 Winnipeg                             Rencontre préliminaire des Hauts-fonctionnaires pour préparer          1 010.13 $
13 au 15 juin 1989                  la Conférence interprovinciale des ministres chargés du Nord

GAUTHIER, Catherine-Ann           Winnipeg                             Rencontre préliminaire des Hauts-fonctionnaires pour préparer          1 075.83 $
13 au 15 juin 1989                  la Conférence interprovinciale des ministres chargés du Nord

```

QUESTION 4:

Liste des dépenses en publicité

- les sommes dépensées en 1989-1990 et les prévisions pour 1990-1991
- liste pour le ministère ainsi que les organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent

REPONSE:

En avril 1989, publicité dans le cahier spécial du journal Le Devoir sur les élections du 10 avril 1989 au Nouveau-Québec pour le choix des 6 membres d'une constituante chargée de définir la forme d'autonomie régionale la plus appropriée pour ce territoire

Coût: 610 \$

QUESTION 5:

Liste des sondages effectués durant l'exercice 1989-1990 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent

- liste et coût
- copie du questionnaire et du résultat

REPOSE:

Aucun sondage n'a été effectué durant l'exercice 1989-1990

QUESTION 6:

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés
par le ministère du 1er avril 1989 au 31 mars
1990 en indiquant:

- le nom du professionnel (le) ou de la firme
- l'objet
- le coût

REPONSE:

Voir documents annexés

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
 SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
 LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES
 ET À DES PROFESSIONNELS (LES) DEPUIS LE 1ER AVRIL 1989 AU 31 MARS 1990

NOMS	DURÉE	MANDAT	REMUNERATION	MONTANT
ALLARD, Clément	89-04-24	Effectuer un reportage photographique lors de la Conférence de presse Forfait sur l'Entente des mesures provisoires signée entre le Conseil Attikamek-Montagnais et les gouvernements		200.00 \$
ALLARD, Clément	90-01-17 et le 90-02-14	Reportage photographique lors d'une entrevue réalisée avec le ministre pour la revue RENCONTRE de mars 1990		Forfait 260.00 \$
ANDRE, Luc	89-12-05	Participer à la réunion du Comité d'orientation de la revue RENCONTRE	Forfait	150.00 \$
ANDRE, Luc	89-08-06	Servir d'interprète lors de rencontres avec des musiciens et des chanteurs montagnais lors du Festival Innu Nikamu	Forfait	50.00 \$
ANDRE, Luc	89-05-30	Participer à la réunion du Comité d'orientation de la revue RENCONTRE, volume II, numéro 1 de septembre 1989	Forfait	150.00 \$
CLAUDE BUREAU ET ASSOCIES	90-02-13	Faire une diapositive d'une murale inuit pour la revue RENCONTRE	Forfait	92.80 \$
COMMUNICATION DEMO INC	89-06-01 au 90-03-31	Fournir les articles de presse concernant les Autochtones qui paraissent dans les hebdomadaires régionaux	Forfait	1 585.50 \$
DUCHESNE, Bernard	89-10-05	Effectuer un reportage écrit et photographique pour la revue RENCONTRE	Feuillet	850.00 \$
DUCHESNE, Bernard	89-12-18	Reportage écrit pour la revue RENCONTRE sur la tenue des conférences annuelles des Aînés inuit	70\$/feuillet	600.00 \$
DUCHESNE, Bernard	89-07-07	Effectuer un reportage écrit et photographique pour la revue RENCONTRE	75\$/feuillet	675.00 \$

NOMS	DUREE	MANDAT	REMUNERATION	MONTANT

GADOURY, Christiane	89-04-14	Préparer la page "A la rencontre des jeunes" pour le numéro de juin	Forfait	275.00 \$
GADOURY, Christiane	89-07-13	Préparer la page "A la rencontre des jeunes" pour la revue RENCONTRE	Forfait	275.00 \$
GADOURY, Christiane	89-10-16	Réaliser un jeu-labyrinthe pour la revue RENCONTRE	Forfait	275.00 \$
GADOURY, Christiane	89-12-19	Réaliser un jeu éducatif pour la rubrique "A la rencontre des jeunes" de la revue RENCONTRE	Forfait	275.00 \$
GRAPHIDEE	89-04-21	Préparation de deux prêts à photos pour encarts publicitaires dans le cahier spécial du journal <u>Le Devoir</u>	Forfait	364.70 \$
LAROSE, Yvon	89-04-03	Effectuer un article pour la revue RENCONTRE	Forfait	180.00 \$
MAILLOUX, Margaret	89-04-01	Traduire en langue crie trois dépliants pour le ministère de la Santé et des Services sociaux	16c/mot	819.52 \$
MONO-LINO INC.	89-07-18	Composition, montage pour un stand à l'Exposition de New-Richmond	Forfait	142.03 \$
MONO-LINO INC.	89-09-08	Fabrication de 15 diapositives	Forfait	362.97 \$
NALUKTUK, Sarah	89-05-08	Traduire des textes de la langue anglaise à la langue inuktitut pour la revue RENCONTRE	16c/mot	573.00 \$
NALUKTUK, Sarah	89-09-26	Traduire de la langue anglaise à la langue inuktitut le texte d'un code d'éthique en matière d'exploration minérale au Nouveau-Québec	18c/mot	154.44 \$
NALUKTUK, Sarah	90-02-26	Traduire de la langue anglaise à la langue inuktitut des textes pour la revue RENCONTRE	18c/mot	611.62 \$
NALUKTUK, Sarah	89-09-01	Traduire en langue inuktitut des textes pour la revue RENCONTRE	18c/mot	567.54 \$
NALUKTUK, Sarah	89-11-13	Traduire de la langue anglaise à la langue inuktitut des textes pour la revue RENCONTRE	18c/mot	556.02 \$

NOMS	DUREE	MANDAT	REMUNERATION	MONTANT

SIMEON, Marc	89-06-15	Concevoir et réaliser une illustration pour la couverture de la revue RENCONTRE	Forfait	500.00 \$
TRADUCTION MONTAGNAISE ENR.	89-05-02	Traduire en langue montagnaise des textes pour la revue RENCONTRE	16c/mot	753.12 \$
TRADUCTION MONTAGNAISE ENR.	89-08-17	Traduire en langue montagnaise des textes pour la revue RENCONTRE	16c/mot	768.16 \$
TRADUCTION MONTAGNAISE ENR.	89-11-10	Traduire en langue montagnaise des textes pour la revue RENCONTRE	16c/mot	788.00 \$
TRADUCTION ROGER RYAN	89-05-08	Traduire en langue anglaise des textes pour la revue RENCONTRE	15c/mot	2 245.50 \$
TRADUCTION ROGER RYAN	90-01-19	Traduire en langue anglaise des textes pour la revue RENCONTRE	15c/mot	1 996.70 \$
TRADUCTION ROGER RYAN	89-08-17	Traduire en langue anglaise des textes pour la revue RENCONTRE	15c/mot	1 942.70 \$
TRADUCTION ROGER RYAN	89-09-05	Traduire en langue anglaise des textes pour la revue RENCONTRE	15c/mot	167.10 \$
TRADUCTION ROGER RYAN	89-11-07	Traduire en langue anglaise des textes pour la revue RENCONTRE	15c/mot	1 842.50 \$
VAILLANCOURT, L.-P.	89-05-08	Traduire en langue crie des textes pour la revue RENCONTRE	16c/mot	764.00 \$
VAILLANCOURT, L.-P.	89-05-10	Traduire en langue crie une série de légendes cartographiques	16c/mot	154.88 \$
VAILLANCOURT, L.-P.	89-11-06	Traduire en langue crie des textes pour la revue RENCONTRE	16c/mot	658.40 \$
VAILLANCOURT, L.-P.	90-02-19	Traduire en langue crie des textes pour la revue RENCONTRE	18c/mot	814.68 \$
VAILLANCOURT, L.-P.	90-03-08	Traduire en langue crie le questionnaire du BSQ portant sur les facteurs d'isolement	16/mot	584.00 \$

QUESTION 7: Copies des demandes et la liste des réponses et des avis adressés au ministère par la Commission des droits de la personne depuis le 1er avril 1989

REPONSE: Aucune demande n'a été adressée au Secrétariat aux affaires autochtones par la Commission des droits de la personne

QUESTION 8: Liste des avis généraux ou particuliers adressés au ministère par le Protecteur du citoyen durant l'exercice financier 1989-1990

REPONSE: Aucun avis n'a été adressé au Secrétariat aux affaires autochtones par le Protecteur du citoyen

QUESTION 9: Liste des avis généraux ou particuliers adressés
au ministère par le Vérificateur général durant
l'exercice financier 1989-1990

REPONSE: Aucun avis n'a été adressé au Secrétariat aux
affaires autochtones par le Vérificateur général

QUESTION 10:

Le nombre et la répartition du personnel féminin, des personnes handicapées et des communautés culturelles (de chacun des ministères) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour les années de 1985-1986 à 1989-1990 ainsi que les prévisions pour 1990-1991

REPONSE:

Voir document annexé

**10. LE NOMBRE ET LA REPARTITION DU PERSONNEL FEMININ, DES PERSONNES HANDICAPEES
DES COMMUNAUTES CULTURELLES ET DE PERSONNEL AUTOCHTONE PAR CATEGORIE D'EMPLOI**

		1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990	1990-1991
Hommes		32	19	15	17	16	17
Femmes		18	15	14	14	14	17
Personnes handicapées		0	0	0	0	0	0
Personnes des communautés culturelles		0	0	0	0	0	0
Autochtones:	Hommes	15	6	0	0	1P	0
	Femmes	2	1P	1P	1P	1P	1P
Cadres:	Hommes	5	6	5	5	6	6
	Femmes	0	0	0	0	0	0
Professionnels:	Hommes	5	5	8	11	9	10
	Femmes	5	3	3	4	4	6
Fonctionnaires:	Hommes	6	3	2	1	1	1
	Femmes	12	12	11	10	10	11
Ouvriers:	Hommes	16	5	0	0	0	0
	Femmes	1	0	0	0	0	0

N.B. Pour les années 1985-1986 et 1986-1987, le personnel occasionnel engagé pour la construction du villa Umiujuaq est inclus dans ces statistiques.

P = Professionnel

QUESTION 11:

A) Liste du personnel du Cabinet et de la Suite sous-ministérielle en 1989-1990 en indiquant:

- la date de l'entrée en fonction
- la date du départ, s'il y a lieu
- le titre et la fonction
- la classification
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés

B) Le montant total des salaires et honoraires versés par le Cabinet pour l'exercice 1989-1990

C) Le nombre total d'employés du Cabinet

REPONSE:

Ne s'applique pas au Secrétariat aux affaires autochtones

QUESTION 12:

Liste des contrats donnés en 1989-1990 à même le budget discrétionnaire du Cabinet du ministre indiquant:

- le nom de l'organisme ou de la personne concernée
- le coût
- l'objet

REPOSE:

Ne s'applique pas au Secrétariat aux affaires autochtones

QUESTION 13: Les effectifs (noms et salaires) sur la masse salariale qui ne se voient pas assignés de postes réels pour l'année financière 1989-1990

REPONSE: Ne s'applique pas au Secrétariat aux affaires autochtones

QUESTION 14: Liste des crédits périmés par programme et par élément pour l'exercice financier 1989-1990

QUESTION 15: Ventilation des crédits (incluant les crédits supplémentaires) par super-catégorie et catégorie pour l'exercice financier 1989-1990

QUESTION 16: Ventilation des dépenses (déboursés) par super-catégorie et catégorie pour l'exercice financier 1989-1990

REPOSE: Questions regroupées, voir document annexé

**MINISTERE DU CONSEIL EXECUTIF
ETUDE DES CREDITS 1990-1991
RENSEIGNEMENTS DEMANDES PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Programme 02 - Elément 03
Secrétariat aux affaires autochtones

	Question 14 Crédits périmés	Question 15 Budget modifié	Question 16 Dépenses estimées
<u>Fonctionnement - personnel</u>			
01 Traitements réguliers		1 062.0	1 062.0
02 Autres rémunérations		203.0	203.0
Total des traitements:	0.0	1 265.0	1 265.0
<u>Fonctionnement - Autres dépenses</u>			
03 Communications		283.2	275.2
04 Services		40.0	48.0
05 Entretien		10.0	3.0
06 Loyer		4.0	14.0
07 Fournitures		45.0	40.0
08 Equipement		0.0	3.0
11 Autres dépenses		1.0	0.0
Total fonctionnement:	0.0	383.2	383.2
08 Capital	0.0	15.6	15.6
10 Transfert	40.0	745.0	705.0
Total élément:	40.0	2 408.8	2 368.8

QUESTION 17: S'il y a eu transfert d'une même catégorie à une autre (crédits par rapport aux dépenses), quelle en est la raison?

REPONSE: Les transferts de crédits se font d'une super-catégorie à une autre avec l'approbation du Conseil du trésor.

Durant l'année financière 1989-1990, il y a eu un transfert de 15 640 \$ de "Fonctionnement" à "Traitement" avec l'approbation du Conseil du trésor pour combler le déficit dans la catégorie "Traitement", déficit dû aux montants rétroactifs payés au personnel de secrétariat suite à une décision rendue par la Cour.

Cette décision de la Cour Supérieure concernait la révision de l'échelle de traitement pour les agents de secrétariat classe I. Le gouvernement du Québec a décidé d'y donner suite en modifiant rétroactivement le traitement annuel des agents de secrétariat classe I pour la période du 30 octobre 1984 au 31 décembre 1985.

QUESTION 18:

La liste détaillée des contrats du ministère qui, depuis janvier 1986, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du coût initial, les raisons des dépassements et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat

REPONSE:

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a eu aucun contrat d'amendé depuis janvier 1986.

QUESTION 19: La liste des personnes qui formaient les comités de sélection pour chacun des contrats du ministère accordés un comité de sélection depuis 1986

REPONSE: Ne s'applique pas au Secrétariat aux affaires autochtones

QUESTION 20:

La ventilation détaillée des transferts du gouvernement fédéral en 1989-1990 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun des programmes, description sommaire du mode de subvention

REPONSE:

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a obtenu aucun transfert du gouvernement fédéral durant l'exercice financier 1989-1990

QUESTION 21: La liste des lois ou articles qui ne sont pas encore en vigueur au 1er mars 1990

REPONSE: Aucune

ETUDE DES CREDITS 1990-1991

CONSEIL EXECUTIF

SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

Liste particulière

- A. La ventilation des budgets 1989-1990 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et des dépenses de transfert aux organismes ou associations autochtones
- B. Liste des négociations qui ont présentement lieu entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones et détails quant à l'objet des négociations - échéancier
- C. Bilan de la participation du gouvernement du Québec dans les dossiers de l'implantation d'une base militaire à Goose Bay et à Kuujjuaq
- D. Détails des sommes investies par le gouvernement du Québec dans les communautés autochtones au niveau du développement communautaire, économique et socio-culturel depuis 1985-1986
- E. Dépôt des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande depuis 1985

La ventilation des budgets 1989-1990 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et des dépenses de transfert aux organismes ou associations autochtones

Voir documents annexés

MINISTERE DU CONSEIL EXECUTIF
SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
BUDGET 1989-1990 (PR 02 ELEM 03)

Fonctionnement - traitement

01	Traitements: 25 employés permanents (6 employés cadres, 10 professionnels, 9 emplois de soutien)	1 048 000 \$
02	Autres rémunérations: 6.5 personnes occasionnelles/année	201 400 \$
Total:		1 249 400 \$

Fonctionnement général

03	Communications: frais de voyage, publications gouvernementales expositions, réunions, frais de représentation, etc.	283 200 \$
04	Services professionnels: traducteurs, réceptions, pigistes	95 000 \$
05	Entretien et réparations du matériel de bureau	10 000 \$
06	Location: photocopieur et appareils de bureau	4 000 \$
07	Fournitures et approvisionnement: articles et matériel de bureau	45 000 \$
11	Autres dépenses	1 000 \$
Total:		438 200 \$

Capital

08	Matériel et équipement: équipement de bureautique	15 700 \$
----	---	-----------

Transfert

10	Dépenses de transfert (voir liste annexée)	755 000 \$
----	--	------------

Prêts et avances

16	Prêts et avances	500 \$
----	------------------	--------

TOTAL:

2 458 800 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXECUTIF

Personnel du Secrétariat aux affaires autochtones

		<u>Corps</u>
<u>Gilles Jolicoeur,</u>	secrétaire général associé du C.E. responsable du Secrétariat aux affaires autochtones	618
<u>Bernard Mathieu,</u>	secrétaire adjoint et responsable du Comité de développement économique	630
<u>Roger Beaudoin,</u>	responsable du Comité de développement communautaire	630
<u>Jacques Giguère,</u>	responsable du Comité de développement socio-culturel	630
<u>Jean Rochon,</u>	responsable des Affaires juridiques et du Développement des politiques	630
<u>Patrick F. Dooley,</u>	responsable des liens avec les organismes autochtones regroupant A.F.A.Q., A.A.Q., R.C.A.A., A.M.I.S.S., et membre du CDSC	630
<u>Raymond-M. Gagnon,</u>	secrétaire de l'Assemblée des coordonnateurs responsable du dossier des Naskapis et adjoint au responsable du CDSC	124
<u>Collin Paré,</u>	adjoint au responsable du CDE	105
<u>Philippe Nadeau,</u>	adjoint au responsable du CDC et chargé des cours d'initiation au Québec nordique et amérindien	111
<u>Jean-Paul Matte,</u>	agent de développement industriel en régions nordiques	102
<u>Jean-Marc Lessard,</u>	responsable de l'Administration	111
<u>Andrée Bélanger,</u>	agente de recherche, spécialisée en droit (Négociations avec le CAM, Développement des politiques)	105
<u>Catherine A. Gauthier,</u>	agente de recherche chargée de projets	105
<u>Ann Picard,</u>	responsable du Service des communications	104
<u>Gilles Chaumel,</u>	chargé de la publication de la revue Rencontre	104
<u>Bernard Beaupré,</u>	producteur audio-visuel	111
<u>Denyse Poulin,</u>	technicienne en Administration affectée au Centre de documentation	264
<u>Réjane Ross,</u>	agente de secrétariat aux Affaires juridiques et du Développement des politiques	221

<u>Marie Racine,</u>	agente de secrétariat	297
<u>Marie Desrochers,</u>	agente de secrétariat au Service des communications	221
<u>Jeannine Savoie,</u>	agente de secrétariat	297
<u>Johanne Bédard,</u>	agente de secrétariat	221
<u>Aline Bergeron,</u>	agente de secrétariat au CDSC	221
<u>Augustin Larue,</u>	auxiliaire de bureau, messenger	211
<u>Louise Des Rivières,</u>	téléphoniste, réceptionniste à 1/2 temps	276

EMPLOYES OCCASIONNELS

<u>Jean-Daniel Thériault,</u>	agent de recherche, spécialisé en droit	105
<u>Lucie Dumas,</u>	agente d'information chargée des relations publiques	104
<u>Marcel Plourde,</u>	bibliothécaire, responsable du Centre de documentation	112
<u>Nathalie Laquerre,</u>	agente de secrétariat au Service des communications	221
<u>Lynne Proulx,</u>	agente de secrétariat au CDC et à l'Administration	221
<u>Téléphoniste- réceptionniste,</u>	à 1/2 temps	276
<u>Serge Tremblay,</u>	agent de recherche, spécialisé en droit	105

PRETS DE SERVICES

<u>Pierre E. Coulombe,</u>	de l'Office des ressources humaines
<u>Georges Beauchemin,</u>	du ministère de l'Energie et des Ressources

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SÉCRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**

8 mars 1990

Dépenses de transfert de 1989-1990 (755 000 \$)
CDC: 46 000 \$ - CDE: 80 000 \$ - CDSC: 100 000 \$ - SOUTIEN: 529 000 \$

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison
89-12-13	1710-11-02	500.	SOUTIEN	Alliance Autochtone - Local 72, fête de Noël pour les membres défavorisés.
89-10-23	2918-11-01	100 000.	SOUTIEN	Alliance autochtone du Québec, fonctionnement.
89-11-23	2916-27-01	46 250.	SOUTIEN	Association des Femmes autochtones du Québec: programme de lutte à la violence familiale en milieu autochtone.
89-08-29	2918-11-09	20 000.	SOUTIEN	Association des Métis et Indiens hors réserves du Québec Inc., fonctionnement.
89-10-03	1710-11-02	900.	CDC	Atikamekw Sipi, frais reliés aux routes d'accès des Atikamekw.
89-07-18	1710-11-02	1 500.	CDSC	Centre culturel de l'Université de Sherbrooke, catalogue pour exposition d'oeuvres d'art de deux artistes autochtones.
89-10-03	1710-11-02	5 000.	CDSC	Centre d'amitié autochtone de Québec, embauche d'un animateur socio-culturel pour l'encadrement de la clientèle étudiante autochtone.
89-08-24	1710-11-02	2 000.	CDSC	Centre d'Amitié Autochtone de Montréal, Festival culturel autochtone (7 ^e édition).
89-08-15	1710-11-02	3 000.	CDSC	Centre d'Amitié Innu Inc., film de 30 minutes sur les jeunes de 12 à 18 ans au prise avec des problèmes de drogues et alcool à Uashat et Maliotenam.
89-05-03	2916-18-10	5 000.	SOUTIEN	Centre d'Amitié Innu Inc. de Sept-Iles, fonctionnement.
89-07-24	1710-11-02	1 000.	CDC	Centre d'entraide autochtone de Val d'Or, tournoi provincial de balle-molle pour Autochtones.
89-05-24	1710-11-02	3 000.	CDSC	Centre d'entraide autochtone de Val d'Or, recherche sur les Autochtones vivant en milieu urbain.
89-09-12	1710-11-02	2000.	CDSC	Commission scolaire régionale protestante de Western Québec, aide à l'achat d'équipement de bureautique pour étudiants autochtones.

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	2
89-04-25	1710-11-02	10 000.	SOUTIEN	Conférence circumpolaire inuit, participation des délégués à la 5e Conférence au Groenland.	
89-04-25	1710-11-02	4 250.	SOUTIEN	Conférence circumpolaire inuit, fonctionnement, loyer à Kuujjuaq pour 6 mois.	
90-01-08	1710-11-02	15 000.	SOUTIEN	Conférence circumpolaire inuit, fonctionnement de l'organisme.	
89-07-26	1710-11-02	1 600.	CDE	Conseil Abitibiwinni, Pikogan, projet d'accueil touristique, engagement de deux étudiants.	
90-02-16	1710-11-02	15 000.	SOUTIEN	Conseil algonquin de Barrière Lake, aide à la recherche pour l'élaboration d'une stratégie de développement intégré des ressources dans le Parc de La Vérendrye.	
89-09-26	1710-11-02	10 000.	SOUTIEN	Conseil algonquin de Barrière Lake, rencontres préliminaires à l'élaboration d'une stratégie de développement intégré des ressources dans le Parc de La Vérendrye.	
89-08-21	1710-11-02	1 500.	CDSC	Conseil algonquin de l'Ouest du Québec, projet annuel du rassemblement de la jeunesse algonquine '89 à Baie des Sables, du 17 au 20 août 1989.	
89-09-25	1710-11-02	5 000.	CDE	Conseil algonquin de l'Ouest du Québec, inventaire et formation de la main-d'oeuvre autochtone algonquine.	
89-07-03	1710-11-02	2 500.	SOUTIEN	Conseil Attikamek-Montagnais, activité culturelle pour la rencontre des chefs autochtones en juillet 1989.	
89-06-28	1710-11-02	1 335.	CDSC	Conseil de bande de Mistassini, cours de français par immersion pour Henry Mianscum, chef.	
89-06-29	1710-11-02	2 340.	CDSC	Conseil de bande de Mingan, sépulture amérindienne préhistorique à Mingan.	
89-07-20	1710-11-02	3 000.	CDE	Conseil de bande de Restigouche, achat d'équipement vidéo pour la formation.	
89-04-25	1710-11-03	600.	CDC	Conseil de bande de La Romaine, participation au tournoi de volley-ball de Sept-Iles, fin avril 1989.	
89-07-20	1710-11-02	3 000.	CDSC	Conseil de bande de Restigouche, achat d'équipement vidéo pour la formation.	

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	3
89-04-25	1710-11-03	1 000.	CDC	Conseil de bande de Nathasquan , participation de 2 équipes au tournoi de volley-ball de Sept-Iles, fin avril 1989.	
89-09-20	1710-11-02	3 800.	CDE	Conseil de bande de Manouane , participation des Atikamekw à la Conférence socio-économique de Lanaudière.	
89-07-13	1710-11-02	2 000.	SOUTIEN	Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak , plaque commémorative relatant l'histoire des Abénaquis d'autrefois "Fête de l'Amitié".	
89-11-02	1710-11-02	2 000.	CDSC	Conseil de bande du Grand-Lac-Victoria , production d'un manuel en langue algonquine.	
89-09-20	1710-11-02	5 000.	CDSC	Conseil de bande du Lac Simon , traduction en langue algonquine du film "L'orphelin et la Lune".	
90-03-07	2917-18-43	10 000.	CDE	Conseil de bande naskapi , projet poste d'essence à Kawawachikamach.	
89-09-26	1710-11-02	5 000.	CDSC	Conseil de la nation atikamekw , colloque sur la pratique sociale en milieu autochtone du 28 au 30 novembre 1989.	
89-04-18	1710-11-02	3 500.	CDSC	Conseil de la nation atikamekw : forum sur la langue atikamekw.	
89-05-18	1710-11-02	2 000.	CDSC	Conseil des arts et médias autochtones du Québec Inc. , production d'émissions radiophoniques sur les premiers peuples d'Amérique.	
89-04-12	1710-11-02	7 800.	CDC	Conseil des Mohawks d'Akwesasne : étude de faisabilité d'un projet de construction d'un complexe judiciaire ainsi que l'acquisition d'un système informatisé pour le service ambulancier.	
89-11-06	1710-11-02	1 500.	CDC	Conseil des Mohawks de Kahnawake , participation d'une équipe de crosse à un pow-wow aux Iles Vierges.	
89-10-03	1710-11-02	2 000.	CDSC	Conseil des Mohawks de Kahnawake , création d'un Centre légal éducationnel à Kahnawake.	
89-06-27	1710-11-02	1 000.	CDC	Conseil des Montagnais de Sept-Iles/Maliotenam , tournoi amérindien de balle-molle.	
89-07-20	1710-11-02	5 000.	CDC	Conseil des Montagnais de Sept-Iles/Maliotenam , Colloque 1989 - Consultation populaire sur le développement communautaire.	

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	4
89-07-19	1710-11-02	2 145.	CDE	Conseil des Montagnais de Sept-Iles/Maliotenam, achat d'une radio HF pour la survie en forêt.	
89-05-05	1710-11-03	2 000.	CDC	Conseil des Montagnais de Matimekosh, achat d'équipement socio-culturel.	
89-07-18	1710-11-02	1 500.	CDSC	Conseil des Montagnais du Lac St-Jean, programmation culturelle 1989-90.	
89-11-23	1710-11-02	5 000.	CDE	Conseil régional AMISKW de développement économique, colloque sur le développement économique.	
89-06-02	2916240120	10 000.	CDE	Corporation foncière Qarqalik de Salluit, projet d'exploration minière.	
89-11-15	1710-11-02	500.	CDC	Ecole Teuaikan de Mingan, activités parascolaires.	
89-06-26	1710-11-02	1 000.	SOUTIEN	Ecole Uauitshitun, voyage culturel d'étudiants de Natashquan.	
89-06-19	1710-11-02	1 400.	SOUTIEN	Ecole Waskaganish, voyage culturel d'étudiants de 6e année.	
89-09-27	2916-14-02	135 000.	SOUTIEN	Femmes autochtones du Québec Inc., fonctionnement.	
89-09-08	1710-11-02	10 000.	CDE	Fondation Kanesatake OWKWHONWEH, aide financière durant la période où des démarches sont entreprises pour rendre ses opérations conformes aux règles de la Régie des loteries et courses du Québec.	
89-04-12	2746-25-06	6 000.	CDC	Groupe d'études inuit et circumpolaires de l'Université Laval, publication Actes du Colloque Russie-Québec.	
89-05-24	1710-11-02	3 000.	CDSC	Institut culturel Avataq, dictionnaire en inuktitut.	
89-05-18	1710-11-02	3 000.	CDSC	Institut culturel Avataq et Natturalik Youth Association, camp d'été pour jeunes inuit.	
89-09-05	1710-11-02	3 000.	CDE	Institut de formation autochtone du Québec, publication d'un guide des affaires, des services et des arts et spectacles autochtones.	
89-09-05	1710-11-02	2 000.	CDSC	Institut de formation autochtone du Québec, publication d'un guide des affaires, des services et des arts et spectacles autochtones.	
89-06-07	1710-11-02	700.	CDSC	Institut de formation autochtone du Québec Inc., Congrès sur la toxicomanie à Lyon, France.	

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	5
89-10-03	1710-11-02	12 500.	CDSC	Institut éducatif et culturel Attikamek-Montagnais , réalisation du projet de normalisation de l'orthographe montagnaise.	
89-07-10	1710-11-02	2 000.	CDSC	Jourdain Lucien Gabriel , achat de matériel pour poursuivre la collection de figurines relatant la vie des Montagnais.	
89-07-13	1710-11-02	5 000.	SOUTIEN	Kanawake Education Center , subvention pour la Fondation nationale autochtone de sport.	
89-06-29	1710-11-02	2 000.	CDSC	Kanien'kehata Raotitiohkwa Cultural Center , 300e anniversaire relation Lachine-Kahnawake.	
89-05-10	1710-11-02	800.	SOUTIEN	Kashtin Enr. , Promotion culturelle du groupe par la production d'un disque.	
89-05-16	1710-11-02	500.	SOUTIEN	Métis et Indiens sans statut d'Oka Inc. , réalisation d'une sculpture de Katéri Tekakwitha.	
89-05-05	1710-11-02	1 000.	SOUTIEN	Musée archéologique la LAJA , développement du Musée.	
89-10-02	1710-11-02	1 000.	CDSC	Musée de la Civilisation , dépenses de 2 Inuit au musée ethnographique de l'URSS à Leningrad.	
89-10-02	1710-11-02	1 000.	CDC	Musée de la Civilisation , dépenses de 2 Inuit au musée ethnographique de l'URSS à Leningrad.	
89-07-13	2919-11-33	5 000.	SOUTIEN	Première Nation Malécite de Viger , frais de réunion générale suite à la reconnaissance de cette Nation par le gouvernement du Québec.	
89-04-12	2919-11-33	5 000.	SOUTIEN	Première Nation Malécite de Viger : fonctionnement.	
89-04-18	1710-11-02	3 000.	CDSC	Promotions d'Art Autochtone : expositions à Montréal et Québec d'oeuvres d'art autochtone.	
89-07-18	1710-11-02	1 000.	SOUTIEN	Regroupement des activités parascolaires de Betsiamites , rencontre de jeunes de 35 pays au Sénégal.	
89-06-02	1710-11-02	100 000.	SOUTIEN	Regroupement des Centres d'Amitié autochtone , fonctionnement.	
89-11-10	2916-20-01	40 000.	SOUTIEN	Secrétariat des Premières nations du Québec , fonctionnement et coordination des dossiers économiques (20 000 \$) et rencontres autochtones et Gouvernement du Québec (20 000 \$).	
89-12-13	1710-11-02	1 250.	SOUTIEN	Sioui Eléonore Audatha , traduction et édition de thèse de doctorat et de son autobiographie.	

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	6
89-10-12	1710-11-02	2 000.	CDSC	Sioui Régent G., aide à la formation.	
89-06-28	1710-11-02	3 000.	CDSC	Société de Bien-être Kitcisakik, participation de 3 Algonquins au 5e festival international "Réalité Jeunesse 89".	
89-07-24	1710-11-02	1 000.	CDC	Société historique d'Odanak, célébration de la Fête annuelle abénaquise.	
89-08-21	1710-11-02	2 000.	CDSC	Troupe Azimut "96", projet d'atelier de théâtre chez les Inuit à Kuujuaq et Ivujivik, du 8 septembre au 29 décembre 1989.	
89-08-28	1710-11-02	2 000.	CDSC	Troupe Mikwôbait (Odanak), voyage en France d'une troupe de quinze danseurs abénaquis, du 15 au 27 août 1989.	
89-07-10	1710-11-02	3 000.	CDSC	Université du Québec à Montréal, projet d'archéologie chez les Inuit de Kangisujuaq.	
<u>TOTAL:</u>		<u>697,170</u>		\$	

Liste des négociations qui ont présentement lieu entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones et détails quant à l'objet des négociations - échéancier

Voir document annexé

LISTE DES NÉGOCIATIONS QUI ONT PRÉSENTEMENT LIEU
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ET
LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET
LES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES
ET
DÉTAILS QUANT A L'OBJET DES NÉGOCIATIONS - ÉCHÉANCIER

Le gouvernement du Québec participe à des discussions tripartites (Québec-Canada-Autochtones) dans les dossiers suivants:

1. **Conseil des Atikamekw et des Montagnais:** Il s'agit du dossier de la revendication territoriale globale présenté par le Conseil des Atikamekw et des Montagnais au Québec en janvier 1980. Cette négociation a franchi des étapes importantes en 1988 par la signature d'une Entente-cadre et en 1989 par la signature d'une Entente sur les mesures provisoires. Actuellement les discussions portent sur le territoire, les activités traditionnelles, le gouvernement autochtone et le développement économique.

2. **Communauté de Kahnawake:** Les pourparlers avec cette communauté ont comme toile de fond l'autonomie de cette communauté et portent plus spécifiquement sur les réclamations territoriales, sur les questions socio-économiques et sur l'administration de la justice. Les négociations en sont encore au stade initial. Seulement des pourparlers préliminaires ont eu cours jusqu'à maintenant.

3. **Communauté de Kanesatake:** Les discussions sont actuellement axées sur le règlement de la question territoriale propre à cette communauté. Les parties discutent de fait d'une éventuelle unification du territoire de cette communauté et du statut des parcelles de terres enclavées dans le village d'Oka. Des représentants du village d'Oka et de la paroisse d'Oka participent aussi à ces discussions.

Postérieurement à une entente sur la question territoriale, des discussions seront entreprises sur l'autonomie gouvernementale.

4. **Communauté d'Akwesasne:** Plusieurs sujets font partie des discussions avec cette communauté. Il en va ainsi de la question de la sécurité publique où une entente devrait intervenir dans les prochaines semaines. Toutes les questions reliées aux infrastructures nécessaires à cette communauté (centre communautaire, maison de la justice...) sont aussi à l'ordre du jour des échanges. En plus des trois acteurs habituels, le gouvernement de l'Ontario est associé à ces négociations.

De façon générale, des pourparlers pourraient s'engager sous peu, avec l'ensemble de cette communauté, relativement à l'autonomie gouvernementale et à l'administration de la justice.

Aucun échéancier n'a été fixé. Une entente sur les services policiers cependant devrait être signée sous peu.

5. **Algonquins du Lac-Barrière:** La négociation a pour but de concilier l'utilisation des ressources de la réserve de La Vérendrye avec la poursuite du mode de vie traditionnel des Algonquins sur ce territoire. Les projets d'études à être réalisées pour atteindre l'objectif visé seront présentés par les Algonquins, et les études devraient être complétées l'année prochaine. Par la suite, une entente sera nécessaire pour la mise en oeuvre du résultat de ces études.

Les Algonquins du Lac-Barrière ont récemment choisi la voie judiciaire pour faire valoir leurs prétentions.

6. **Bande de Restigouche:** Des échanges ont lieu depuis quelques mois avec des représentants de cette communauté dans le but de préparer un plan de développement socio-économique. Ce plan devrait permettre la réalisation des nombreux projets de cette bande, selon un ordre de priorité et un échéancier acceptable à tous les intervenants. Le plan de développement devrait être complété en juin 1990.

Bilan de la participation du gouvernement du Québec dans les dossiers de l'implantation d'une base militaire à Goose Bay et à Kuujuaq

Voir document annexé

Bilan de la participation du gouvernement du Québec
dans les dossiers de l'implantation
d'une base militaire à Goose Bay et à Kuujjuaq

1. Vols à basse altitude

Fin octobre 1989, le ministère de la Défense nationale a rendu public l'"Énoncé des incidences environnementales des activités militaires aériennes au Québec et au Labrador". Cet énoncé conclut que les effets négatifs du projet de Goose Bay seront mineurs.

Position du Québec

Le Secrétariat aux affaires autochtones a collaboré avec le ministère de l'Énergie et des Ressources, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le ministère de l'Environnement, le ministère de la Santé et des Services sociaux et avec le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes à l'analyse de l'Énoncé.

Suite à cet examen, le ministre de l'Environnement a transmis le 12 février 1990, au ministre fédéral de l'Environnement et au ministre de la Défense nationale la position du Québec et a indiqué: "Si le projet devait être un jour réalisé, le gouvernement du Québec demandera des garanties pour protéger le mode de vie des Autochtones et de la population en général, le potentiel de développement économique de la région et l'accès à nos richesses naturelles." De plus, le ministre de l'Environnement a transmis un document intitulé "Analyse de recevabilité portant sur le document intitulé Énoncé des incidences environnementales des activités militaires aériennes au Québec et au Labrador".

Par ailleurs, le ministre délégué aux Affaires autochtones a écrit le 1^{er} mars 1990 au ministre des Affaires indiennes pour lui faire part de ses commentaires sur l'impact du projet sur les activités humaines, de ses préoccupations relatives à ce projet et pour l'inciter à intervenir auprès de ses collègues de la Défense nationale et de l'Environnement avant qu'une décision ne soit prise.

2. Aéroport de Kuujjuaq

Au cours des derniers mois, le ministère de la Défense nationale a réanimé son projet de modernisation de l'aéroport de Kuujjuaq afin d'en faire une base d'appoint dans le cadre des activités de NORAD.

Position du Québec

Dès le mois d'avril 1987, le Québec, par l'intermédiaire du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, a indiqué son intérêt à être associé à l'évaluation environnementale de ces travaux. Le ministère de l'Environnement a réagi au projet de directives fédérales en 1989.

Lorsque le gouvernement fédéral aura déposé son étude d'impacts, un groupe de travail interministériel (MER, MENVIQ, MLCP, MSSS, SAIC et SAA) procédera à son analyse de la même façon que cela a été fait pour les vols à basse altitude.

Détails des sommes investies par le gouvernement du Québec dans les communautés autochtones au niveau du développement communautaire, économique et socio-culturel depuis 1985-1986

Voir documents annexés

SOMMAIRE DES DÉBOURSÉS, AIDES ET DÉPENSES "AUTOCHTONES"
POUR LES ANNÉES 1986 A 1989

Les données colligées concernent les sommes consenties par le gouvernement du Québec, dans le cadre de ses programmes réguliers ou spéciaux d'aide, de subvention ou de transfert, à des organisations autochtones ou non-autochtones qui les ont utilisées pour des populations ou communautés d'autochtones ou pour des projets directement reliés à ces dernières.

Elles concernent également l'aide gouvernementale accordée à tout individu, groupe d'individus, organisme ou institution pour fin d'analyse, de perfectionnement, de recherche, de services ou de travaux concernant directement le monde autochtone.

Une attention a été apportée aux dépenses d'immobilisation autorisées par le Québec, qui ont été inscrites même si elles ont été financées à long terme par emprunts ou émissions d'obligation.

Les dépenses du gouvernement facilement repérables, ayant fait l'objet de contrats particuliers ou d'identification budgétaire ou comptable précise, dont les bénéficiaires directs ont été des organismes ou communautés autochtones, font également partie des éléments listés.

Les sommes versées directement aux individus dans le cadre de programmes d'application universelle (aide sociale, allocations familiales, aide juridique, revenu minimum, etc...) ou payées pour des services offerts dans des programmes de même nature (assurance maladie, services sociaux, services pénaux, etc...) n'ont pas été comptées.

De même les dépenses effectuées pour le compte et le profit des autochtones comptabilisées dans des programmes ou éléments budgétaires non spécifiques à ces populations n'ont pas été retenues si leur évaluation nécessitait une recherche élaborée ou une répartition entre les diverses clientèles desservies.

Soulignons que cette compilation des dépenses n'est pas un exercice comptable mené à partir des paiements réels effectués. Elle provient d'informations tirées de documents produits pour autoriser un paiement ou une dépense, ou même pour assurer une saine gestion du budget alloué.

Mentionnons en terminant qu'un remboursement fédéral s'applique spécifiquement dans le cas des dépenses reliées à l'éducation des Cris (75%), des Inuit (25%) et des Naskapis (75%). Des ententes Canada-Québec permettent également le remboursement de celles concernant les aéroports chez les Inuit (60%), le financement des logements sociaux chez les Inuit (50%) et chez les Indiens hors réserves (75%) ainsi qu'à certaines dépenses reliées aux infrastructures. Ce sont des sommes de:

53,9 M\$	en	1985-1986
56,9 M\$	en	1986-1987
64,8 M\$	en	1987-1988
71,6 M\$	en	1988-1989

qui ont été remboursées par le Fédéral au Fonds consolidé. Des remboursements dans le cadre d'ententes globales sont également effectués mais n'ont pas été comptés.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES "AUTOCHTONES" POUR L'ANNEE 1988-1989

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1988-1989

TOTAL ANNUEL 1988-1989

		ATTIKAMEKS			ET	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
		ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	MONTAGNAIS														
AL ANNUEL 1988-1989																			
HQ	TOTAL	0.	0.12,397,564.	0.	25,564,918.	0.	0.	0.	0.	500.	204,840.	0.	44,445,793.	0.	0.	0.	8,000.	82,621,615.	
MAC	TOTAL	34,952.	5,000.	0.	37,500.	77,655.	3,500.	5,000.	4,000.	1,500.	146,039.	0.	18,000.	343,235.	14,275.	0.	2,000.	422,568.	1,115,224.
MAN	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	24,032,059.	0.	0.	0.	0.	24,032,059.
NAPAQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	117,500.	0.	0.	0.	0.	25,000.	0.	0.	54,200.	0.	0.	0.	147,700.	344,400.
MCQ	TOTAL	0.	26,000.	25,500.	3,500.	15,000.	16,078.	0.	11,500.	34,500.	76,500.	11,500.	0.	56,800.	0.	0.	22,150.	0.	299,028.
MEQ	TOTAL	0.	78,319.	0.	0.	40,743,491.	49,688.	0.	0.	0.	110,858.	1,721,402.	0.	29,656,542.	0.	0.	0.	32,022.	72,392,322.
MER	TOTAL	0.	280,135.	32,962.	0.	108,701.	0.	0.	0.	0.	80,356.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	502,154.
MESS	TOTAL	0.	0.	0.	302,679.	0.	0.	0.	0.	54,060.	297,722.	0.	400,564.	0.	0.	0.	0.	75,000.	1,130,025.
MENVIQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	85,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	288,200.	0.	0.	0.	0.	373,700.
MFQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	3,773,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	7,437,601.	0.	0.	0.	0.	11,595,623.
MUQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	915,900.	915,900.
MUCP	TOTAL	0.	5,936.	0.	0.	72,000.	0.	0.	353,300.	0.	46,985.	120,373.	0.	2,415,023.	1,000.	0.	0.	56,000.	3,070,617.
MUSFP	TOTAL	19,288.	70,510.	0.	0.	12,800.	0.	0.	20,119.	28,500.	25,000.	15,377.	0.	132,870.	26,100.	0.	59,904.	0.	410,468.
MSSS	TOTAL	0.	176,320.	11,000.	0.	16,654,198.	0.	0.	3,500.	2,715,229.	131,200.	413,744.	0.	25,362,312.	226,700.	0.	0.	1,799,622.	47,493,825.
MTD	TOTAL	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	0.	0.	0.	1,400.	0.	0.	36,000.	0.	0.	5,000.	0.	47,400.
MTQ	TOTAL	0.	0.	113,950.	0.	1,143,118.	0.	0.	0.	0.	77,985.	45,751.	0.	23,408,822.	0.	0.	0.	0.	24,789,626.
OPDQ	TOTAL	0.	0.	49,500.	0.	5,500.	0.	0.	0.	0.	8,652.	0.	0.	576,000.	0.	0.	58,000.	5,000.	702,652.
OSRQPC	TOTAL	0.	0.	0.	0.	13,989,200.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	13,989,200.
SAA	TOTAL	2,500.	14,000.	12,850.	53,000.	8,500.	2,000.	0.	8,000.	0.	71,450.	0.	39,400.	71,150.	103,500.	157,500.	121,000.	1,664,100.	2,328,950.
SHQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	334,140.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	49,393,638.	0.	0.	22,068,816.	616,029.	72,412,623.
GRAND TOTAL		56,740.	656,220.	12,643,326.	396,679.	102,710,823.	71,266.	5,000.	400,419.	2,833,789.	1,099,647.	2,917,407.	457,964.	207,710,245.	371,575.	157,500.	22,336,870.	5,741,941.	360,567,411.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1988-1989

		ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE 1988-1989																			
MAM	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	417,800.	0.	0.	0.	0.	417,800.
MAM	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	8,959,805.	0.	0.	0.	0.	8,959,805.
MAM	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	14,654,454.	0.	0.	0.	0.	14,654,454.
MEQ	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	7,941,320.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,819,565.	0.	0.	0.	0.	10,760,885.
MENWIG	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	85,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	288,200.	0.	0.	0.	0.	373,700.
MSSS	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	3,396,837.	0.	0.	0.	0.	3,396,837.
MTQ	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	113,950.	0.	6,748.	0.	0.	0.	0.	77,985.	45,751.	0.	1,533,813.	0.	0.	0.	0.	1,778,247.
MTQ	CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	20,816,481.	0.	0.	0.	0.	20,816,481.
MTQ	DEPENSES EN REGIE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	562,000.	0.	0.	0.	0.	562,000.
MTQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,136,370.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	496,528.	0.	0.	0.	0.	1,632,898.
SHQ	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	616,029.	616,029.
SHQ	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	25,661,700.	0.	0.	15,951,765.	0.	41,613,465.
SHQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,700,563.	0.	1,700,563.
SHQ	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	334,140.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	334,140.
SHQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	23,731,938.	0.	0.	4,416,488.	0.	28,148,426.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	113,950.	0.	92,248.	0.	0.	0.	0.	77,985.	45,751.	0.	1,822,013.	0.	0.	0.	0.	2,151,947.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	20,816,481.	0.	0.	0.	0.	20,816,481.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	417,800.	0.	0.	0.	616,029.	1,033,829.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	562,000.	0.	0.	0.	0.	562,000.
TOTAL	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	34,621,505.	0.	0.	15,951,765.	0.	50,573,270.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,700,563.	0.	1,700,563.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	334,140.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	334,140.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,136,370.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	38,882,920.	0.	0.	4,416,488.	0.	44,435,778.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	7,941,320.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	6,216,402.	0.	0.	0.	0.	14,157,722.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE		0.	0.	113,950.	0.	9,504,078.	0.	0.	0.	0.	77,985.	45,751.	0.	103,339,121.	0.	0.	22,068,816.	616,029.	135,765,730.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1987-1988

	ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
HQ DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	370,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	370,000.
HQ INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	2,004,793.	0.	0.	0.	0.	10,953,926.
HQ INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	7,712,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	7,712,500.
HQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	500.	1,000.	0.	0.	5,000.	0.	0.	0.	500.	7,000.
MAPAQ CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	32,500.	0.	0.	0.	0.	32,500.
MAPAQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,461.	0.	0.	0.	0.	5,461.
MAPAQ TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	44,479.	0.	0.	0.	0.	44,479.
MER CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	280,135.	0.	0.	42,500.	0.	0.	0.	0.	16,870.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	339,505.
MER TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	45,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	45,000.
MFQ INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.
MFQ INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	3,773,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	1,224,909.	0.	0.	0.	0.	5,382,931.
MFQ TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	250,000.
MICT TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	46,667.	0.	0.	0.	0.	46,667.
MICT TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	130,000.	0.	0.	0.	0.	130,000.
MLCP CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	9,990.	0.	0.	283,500.	0.	75,600.	0.	0.	17,299.	0.	0.	0.	0.	386,389.
MLCP DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	50,000.	50,000.
MLCP TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	250.	0.	0.	0.	6,150.	0.	0.	9,400.	550.	400.	1,075.	0.	17,825.
MLCP TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	156,312.	0.	0.	0.	0.	39,069.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	195,381.
MLCP TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	70,000.	0.	0.	0.	0.	0.	116,415.	0.	2,910,160.	0.	0.	0.	0.	3,096,575.
MLCP TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	45,928.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	45,928.
MMSRFP TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	24,000.	81,380.	0.	0.	2,250.	0.	0.	26,000.	22,424.	24,686.	13,415.	0.	119,583.	0.	0.	0.	74,168.	387,906.
MRIQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	35,000.	0.	0.	0.	0.	35,000.
MTO TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	79,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	84,500.
OPDQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	4,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	4,000.
OPDQ TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	83,000.	200,000.	0.	0.	0.	10,000.	0.	0.	40,000.	0.	0.	58,000.	0.	391,000.
OPDQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	250,000.
OSRCPC DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	730,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	730,000.
OSRCPC TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	15,445,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	15,445,000.
TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	280,135.	0.	0.	52,490.	0.	0.	283,500.	0.	92,470.	0.	0.	49,799.	0.	0.	0.	0.	758,394.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,100,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	50,000.	1,150,000.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	8,083,748.	0.	0.	0.	0.	17,032,881.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	11,486,102.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	1,224,909.	0.	0.	0.	0.	13,095,431.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	24,000.	160,880.	0.	0.	51,250.	250.	0.	26,000.	22,924.	31,836.	13,415.	0.	221,111.	550.	400.	80,243.	500.	633,359.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	239,312.	200,000.	0.	0.	0.	49,069.	0.	0.	214,479.	0.	0.	58,000.	0.	760,860.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	15,515,000.	0.	0.	0.	0.	0.	116,415.	0.	3,160,160.	0.	0.	0.	0.	18,791,575.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	45,928.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	295,928.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	24,000.	441,015.	0.	0.	37,438,447.	200,250.	0.	309,500.	68,852.	173,375.	719,090.	0.	12,954,206.	550.	400.	138,243.	50,500.	52,518,428.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 1987-1988

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1988-1989

DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL 1988-1989

	ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
MAC CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	183,000.	0.	0.	0.	0.	183,000.
MAC DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	377,482.	377,482.
MAC TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,000.	5,000.	0.	37,500.	62,000.	3,500.	5,000.	4,000.	1,500.	48,049.	0.	18,000.	120,890.	14,275.	0.	2,000.	45,086.	368,800.
MAC TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	15,655.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	39,345.	0.	0.	0.	0.	55,000.
MAC TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	32,952.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	97,990.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	130,942.
MEQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	26,000.	25,500.	3,500.	15,000.	16,078.	0.	11,500.	34,500.	76,500.	11,500.	0.	56,800.	0.	0.	22,150.	0.	299,028.
MEQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	78,319.	0.	0.	0.	49,688.	0.	0.	0.	110,858.	0.	0.	21,750.	0.	0.	0.	32,022.	292,637.
MEQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	32,802,171.	0.	0.	0.	0.	0.	1,721,402.	0.	26,815,227.	0.	0.	0.	0.	61,338,800.
MESS TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	302,679.	0.	0.	0.	0.	54,060.	297,722.	0.	400,564.	0.	0.	0.	0.	75,000.	1,130,025.
MUQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	915,900.	915,900.
MSSS CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	120,293.	0.	0.	0.	0.	0.	1,241.	0.	207,218.	0.	0.	0.	0.	328,752.
MSSS TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	28,600.	11,000.	0.	102,250.	0.	0.	3,500.	10,000.	28,400.	0.	0.	27,250.	14,000.	0.	0.	0.	225,000.
MSSS TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	147,720.	0.	0.	16,431,655.	0.	0.	0.	2,705,229.	102,800.	412,503.	0.	21,731,007.	212,700.	0.	0.	1,799,622.	43,543,236.
TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	120,293.	0.	0.	0.	0.	0.	1,241.	0.	390,218.	0.	0.	0.	0.	511,752.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	377,482.	377,482.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,000.	137,919.	36,500.	343,679.	179,250.	69,266.	5,000.	19,000.	100,060.	561,529.	11,500.	418,564.	226,690.	28,275.	0.	24,150.	152,108.	2,315,490.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	15,655.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	39,345.	0.	0.	0.	0.	55,000.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	32,952.	147,720.	0.	0.	49,233,826.	0.	0.	0.	2,705,229.	200,790.	2,133,905.	0.	48,546,234.	212,700.	0.	0.	2,715,522.	105,928,878.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL	34,952.	285,639.	36,500.	343,679.	49,549,024.	69,266.	5,000.	19,000.	2,805,289.	762,319.	2,146,646.	418,564.	49,202,487.	240,975.	0.	24,150.	3,245,112.	109,188,602.

SOMMAIRE DES DEBOURSEES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1988-1989

DEVELOPPEMENT GENERAL 1988-1989

	ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHIGANS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
SAA CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	3,000.	3,000.
SAA DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,607,600.	1,607,600.
SAA TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,500.	14,000.	12,850.	53,000.	8,500.	2,000.	0.	3,000.	0.	71,450.	0.	39,400.	71,150.	103,500.	157,500.	121,000.	53,500.	713,350.
SAA TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.
TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	3,000.	3,000.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,607,600.	1,607,600.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,500.	14,000.	12,850.	53,000.	8,500.	2,000.	0.	3,000.	0.	71,450.	0.	39,400.	71,150.	103,500.	157,500.	121,000.	53,500.	713,350.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT GENERAL	2,500.	14,000.	12,850.	53,000.	8,500.	2,000.	0.	8,000.	0.	71,450.	0.	39,400.	71,150.	103,500.	157,500.	121,000.	1,664,100.	2,328,950.

SOMMAIRE DES DEBOURSEES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1988-1989

SOMMAIRE GLOBAL 1988-1989

	ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	280,135.	196,514.	0.	321,242.	0.	0.	353,300.	0.	116,192.	46,992.	0.	2,726,484.	0.	0.	0.	3,000.	4,043,859.
TOTAL CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	7,965,000.	0.	9,660,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	20,816,481.	0.	0.	0.	0.	38,441,481.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	759,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	417,800.	0.	0.	0.	2,601,111.	3,778,411.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	7,212,000.	0.	0.	0.	0.	7,212,000.
TOTAL EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	34,621,505.	0.	0.	15,951,765.	0.	50,573,270.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	4,350,000.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	43,373,748.	0.	0.	0.	0.	56,672,881.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	10,934,227.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	1,358,646.	0.	0.	0.	0.	12,677,293.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	23,788.	222,429.	82,312.	396,679.	276,050.	71,266.	5,000.	42,119.	128,560.	768,953.	26,877.	457,964.	539,010.	158,875.	157,500.	1,910,617.	218,608.	5,486,607.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	5,936.	49,500.	0.	404,295.	0.	0.	5,000.	0.	13,712.	0.	0.	355,345.	0.	0.	58,000.	0.	891,788.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	32,952.	147,720.	0.	0.	63,669,896.	0.	0.	0.	2,705,229.	200,790.	2,254,278.	0.	90,072,824.	212,700.	0.	4,416,488.	2,919,222.	166,632,099.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	7,941,320.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	6,216,402.	0.	0.	0.	0.	14,157,722.
GRAND TOTAL	56,740.	656,220.	12,643,326.	396,679.	102,710,823.	71,266.	5,000.	400,419.	2,833,789.	1,099,647.	2,917,407.	457,964.	207,710,245.	371,575.	157,500.	22,336,870.	5,741,941.	360,567,411.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES "AUTOCHTONES" POUR L'ANNEE 1987-1988

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1987-1988

TOTAL ANNUEL 1987-1988

		ATTIKAMEKS				CRIS	HURONS	MALECITES	MICHAMCS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
		ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET MONTAGNAIS														
AL ANNUEL 1987-1988																			
MO	TOTAL	0.	0.	0.	0.	16,826,793.	0.	0.	0.	500.	1,000.	204,840.	0.	2,009,793.	0.	0.	0.	500.	19,043,426.
MAC	TOTAL	28,870.	9,000.	4,500.	46,000.	86,100.	11,156.	0.	0.	20,000.	184,410.	8,474.	1,000.	227,320.	1,500.	0.	0.	399,900.	1,028,230.
MAH	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	18,764,887.	0.	0.	0.	0.	18,764,887.
MAPAQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	82,440.	0.	0.	0.	0.	82,440.
MEQ	TOTAL	0.	36,400.	25,500.	0.	16,000.	11,000.	0.	11,000.	22,000.	77,133.	0.	0.	96,900.	0.	0.	4,000.	0.	299,933.
MEQ	TOTAL	0.	75,396.	0.	15,000.	34,931,301.	0.	0.	0.	0.	66,105.	1,702,658.	0.	31,263,580.	0.	0.	0.	81,250.	68,135,290.
MER	TOTAL	0.	280,135.	0.	0.	87,500.	0.	0.	0.	0.	16,870.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	384,505.
MESS	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	98,600.	0.	10,000.	148,526.	0.	0.	0.	19,013.	276,139.
MEWVIG	TOTAL	0.	0.	0.	0.	81,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	283,700.	0.	0.	0.	0.	364,700.
MFQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	4,023,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	7,303,864.	0.	0.	0.	0.	11,711,886.
MICT	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	176,667.	0.	0.	0.	0.	176,667.
MJQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	2,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	915,900.	918,400.
MICP	TOTAL	0.	0.	0.	0.	236,302.	250.	0.	283,500.	45,928.	120,819.	116,415.	0.	2,936,859.	550.	400.	1,075.	50,000.	3,792,096.
MMSRFP	TOTAL	24,000.	81,380.	0.	0.	2,250.	0.	0.	26,000.	22,424.	24,686.	13,415.	0.	119,583.	0.	0.	74,168.	0.	387,906.
MRIQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	35,000.	0.	0.	0.	0.	35,000.
MSSS	TOTAL	0.	143,759.	0.	0.	16,707,836.	29,500.	0.	0.	2,312,595.	110,512.	2,065,900.	0.	23,656,215.	203,820.	0.	0.	0.	45,230,137.
MTQ	TOTAL	0.	79,580.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	84,500.
MTQ	TOTAL	0.	0.	107,400.	0.	1,018,580.	0.	0.	0.	0.	61,560.	52,000.	0.	16,013,315.	0.	0.	0.	0.	17,252,855.
OPDQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	87,000.	200,000.	0.	0.	0.	10,000.	0.	0.	290,000.	0.	0.	58,000.	0.	645,000.
OSRQPC	TOTAL	0.	0.	0.	0.	16,175,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	16,175,000.
SAA	TOTAL	6,600.	15,022.	11,000.	0.	18,000.	7,000.	5,000.	22,260.	7,000.	125,173.	1,500.	50,000.	89,765.	73,500.	126,500.	154,000.	1,545,888.	2,258,208.
SHQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	42,302,066.	0.	0.	18,030,875.	0.	60,332,941.
GRAND TOTAL		59,470.	720,592.	148,400.	61,000.	90,299,764.	258,906.	5,000.	342,760.	2,430,447.	896,868.	4,549,622.	61,000.	145,800,480.	279,370.	126,900.	18,327,118.	3,012,451.	267,380,148.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1987-1988

		ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE 1987-1988																			
MAM	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	392,300.	0.	0.	0.	0.	392,300.
MAM	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	4,910,773.	0.	0.	0.	0.	4,910,773.
MAM	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	13,461,814.	0.	0.	0.	0.	13,461,814.
HEQ	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	8,989,728.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	7,226,499.	0.	0.	0.	0.	16,216,227.
MEMVIG	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	81,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	283,700.	0.	0.	0.	0.	364,700.
MSSS	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	410,900.	0.	0.	0.	0.	0.	1,540,000.	0.	2,410,600.	0.	0.	0.	0.	4,361,500.
NTQ	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	107,400.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	52,000.	0.	219,518.	0.	0.	0.	0.	378,918.
NTQ	CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	60,060.	0.	0.	13,080,319.	0.	0.	0.	0.	13,140,379.
NTQ	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,120,444.	0.	0.	0.	0.	1,120,444.
NTQ	DEPENSES EN REGIE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,013,266.	0.	0.	0.	0.	1,013,266.
NTQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,500.
NTQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,018,580.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	579,768.	0.	0.	0.	0.	1,598,348.
SHQ	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	234,677.	0.	234,677.
SHQ	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	21,474,600.	0.	0.	15,976,965.	0.	37,451,565.
SHQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	398,388.	0.	398,388.
SHQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	20,827,466.	0.	0.	1,420,845.	0.	22,248,311.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	107,400.	0.	81,000.	0.	0.	0.	0.	0.	52,000.	0.	503,218.	0.	0.	234,677.	0.	978,295.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	60,060.	0.	0.	13,080,319.	0.	0.	0.	0.	13,140,379.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,512,744.	0.	0.	0.	0.	1,512,744.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,013,266.	0.	0.	0.	0.	1,013,266.
TOTAL	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	26,385,373.	0.	0.	15,976,965.	0.	42,362,338.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,500.	0.	0.	0.	0.	0.	398,388.	0.	399,888.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,018,580.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	34,869,048.	0.	0.	1,420,845.	0.	37,308,473.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	9,400,628.	0.	0.	0.	0.	0.	1,540,000.	0.	9,637,099.	0.	0.	0.	0.	20,577,727.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE		0.	0.	107,400.	0.	10,500,208.	0.	0.	0.	0.	61,560.	1,592,000.	0.	87,001,067.	0.	0.	18,030,875.	0.	117,293,110.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1987-1988

		ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 1987-1988																			
HR	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	370,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	370,000.
HR	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	2,004,793.	0.	0.	0.	0.	10,953,926.
HR	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	7,712,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	7,712,500.
HR	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	500.	1,000.	0.	0.	5,000.	0.	0.	0.	500.	7,000.
MAPAQ	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	32,500.	0.	0.	0.	0.	32,500.
MAPAQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,461.	0.	0.	0.	0.	5,461.
MAPAQ	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	44,479.	0.	0.	0.	0.	44,479.
MER	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	280,135.	0.	0.	42,500.	0.	0.	0.	0.	16,870.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	339,505.
MER	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	45,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	45,000.
MFQ	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.
MFQ	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	3,773,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	1,224,909.	0.	0.	0.	0.	5,382,931.
MFQ	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	250,000.
MICT	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	46,667.	0.	0.	0.	0.	46,667.
MICT	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	130,000.	0.	0.	0.	0.	130,000.
MLCP	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	9,990.	0.	0.	283,500.	0.	75,600.	0.	0.	17,299.	0.	0.	0.	0.	386,389.
MLCP	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	50,000.	50,000.
MLCP	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	250.	0.	0.	0.	6,150.	0.	0.	9,400.	550.	400.	1,075.	0.	17,925.
MLCP	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	156,312.	0.	0.	0.	0.	39,069.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	195,381.
MLCP	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	70,000.	0.	0.	0.	0.	0.	116,415.	0.	2,910,160.	0.	0.	0.	0.	3,096,575.
MLCP	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	45,928.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	45,928.
MMSAFP	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	24,000.	81,380.	0.	0.	2,250.	0.	0.	26,000.	22,424.	24,686.	13,415.	0.	119,583.	0.	0.	74,168.	0.	387,906.
MRIQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	35,000.	0.	0.	0.	0.	35,000.
MTQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	79,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	84,500.
OPDQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	4,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	4,000.
OPDQ	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	83,000.	200,000.	0.	0.	0.	10,000.	0.	0.	40,000.	0.	0.	58,000.	0.	391,000.
OPDQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	250,000.
OSRQPC	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	730,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	730,000.
OSRQPC	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	15,445,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	15,445,000.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	280,135.	0.	0.	52,490.	0.	0.	283,500.	0.	92,470.	0.	0.	49,799.	0.	0.	0.	0.	758,394.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,100,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	50,000.	1,150,000.
TOTAL	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	8,083,748.	0.	0.	0.	0.	17,032,881.
TOTAL	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	11,486,102.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	1,224,909.	0.	0.	0.	0.	13,095,431.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	24,000.	160,880.	0.	0.	51,250.	250.	0.	26,000.	22,924.	31,836.	13,415.	0.	221,111.	550.	400.	80,243.	500.	633,359.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	239,312.	200,000.	0.	0.	0.	49,069.	0.	0.	214,479.	0.	0.	58,000.	0.	760,860.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	15,515,000.	0.	0.	0.	0.	0.	116,415.	0.	3,160,160.	0.	0.	0.	0.	18,791,575.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	45,928.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	295,928.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE		24,000.	441,015.	0.	0.	37,438,447.	200,250.	0.	309,500.	68,852.	173,375.	719,090.	0.	12,954,206.	550.	400.	138,243.	50,500.	52,518,428.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1987-1988

DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL 1987-1988

	ABENAKUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHAMCS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
MAC CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	100,000.	0.	0.	0.	0.	100,000.
MAC DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	358,900.	358,900.
MAC TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	4,120.	9,000.	4,500.	40,000.	78,600.	11,156.	0.	0.	20,000.	73,800.	3,224.	1,000.	115,100.	1,500.	0.	0.	41,000.	403,000.
MAC TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	6,000.	7,500.	0.	0.	0.	0.	19,030.	5,250.	0.	12,220.	0.	0.	0.	0.	50,000.
MAC TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	24,750.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	91,580.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	116,330.
MEQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	36,400.	25,500.	0.	16,000.	11,000.	0.	11,000.	22,000.	77,133.	0.	0.	96,900.	0.	0.	4,000.	0.	299,933.
MEQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	75,396.	0.	15,000.	0.	0.	0.	0.	0.	66,105.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	81,250.	237,751.
MEQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	25,941,573.	0.	0.	0.	0.	0.	1,702,658.	0.	24,037,081.	0.	0.	0.	0.	51,681,312.
MESS TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	90,600.	0.	10,000.	148,526.	0.	0.	0.	19,013.	276,139.
MUQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	2,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,500.
MUQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	915,900.	915,900.
MSSS CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,050,501.	0.	0.	0.	0.	0.	1,221.	0.	1,502,405.	0.	0.	0.	0.	2,554,127.
MSSS TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	2,000.	0.	0.	53,000.	29,500.	0.	0.	21,900.	12,000.	10,000.	0.	53,000.	0.	0.	0.	0.	181,400.
MSSS TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	141,759.	0.	0.	15,193,435.	0.	0.	0.	2,290,695.	98,512.	514,679.	0.	19,690,210.	203,820.	0.	0.	0.	38,133,110.
TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,050,501.	0.	0.	0.	0.	0.	1,221.	0.	1,602,405.	0.	0.	0.	0.	2,654,127.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	358,900.	358,900.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	4,120.	122,796.	30,000.	55,000.	150,100.	51,656.	0.	11,000.	63,900.	327,638.	13,224.	11,000.	413,526.	1,500.	0.	4,000.	141,263.	1,400,723.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	6,000.	7,500.	0.	0.	0.	0.	19,030.	5,250.	0.	12,220.	0.	0.	0.	0.	50,000.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	24,750.	141,759.	0.	0.	41,135,008.	0.	0.	0.	2,290,695.	190,092.	2,217,337.	0.	43,727,291.	203,820.	0.	0.	915,900.	90,846,652.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL	28,870.	264,555.	30,000.	61,000.	42,343,109.	51,656.	0.	11,000.	2,354,595.	536,760.	2,237,032.	11,000.	45,755,442.	205,320.	0.	4,000.	1,416,063.	95,310,402.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1987-1988

		ARENAQUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHIGANS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' ANITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
<u>DEVELOPPEMENT GENERAL 1987-1988</u>																			
SAA	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	16,823.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	16,823.
SAA	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,479,988.	1,479,988.
SAA	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	6,600.	15,022.	11,000.	0.	18,000.	7,000.	5,000.	22,260.	7,000.	108,350.	1,500.	50,000.	89,765.	73,500.	126,500.	154,000.	65,900.	761,397.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	16,823.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	16,823.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,479,988.	1,479,988.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	6,600.	15,022.	11,000.	0.	18,000.	7,000.	5,000.	22,260.	7,000.	108,350.	1,500.	50,000.	89,765.	73,500.	126,500.	154,000.	65,900.	761,397.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT GENERAL		6,600.	15,022.	11,000.	0.	18,000.	7,000.	5,000.	22,260.	7,000.	125,173.	1,500.	50,000.	89,765.	73,500.	126,500.	154,000.	1,545,888.	2,258,208.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1987-1988

SOMMAIRE GLOBAL ANNUEL 1987-1988

	ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	280,135.	107,400.	0.	1,183,991.	0.	0.	283,500.	0.	109,293.	53,221.	0.	2,155,422.	0.	0.	234,677.	0.	4,407,639.
TOTAL CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	60,060.	0.	0.	13,080,319.	0.	0.	0.	0.	13,140,379.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,100,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,512,744.	0.	0.	0.	1,888,888.	4,501,632.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,013,266.	0.	0.	0.	0.	1,013,266.
TOTAL EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	26,385,373.	0.	0.	15,976,965.	0.	42,362,338.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	8,083,748.	0.	0.	0.	0.	17,032,881.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	11,486,102.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	1,224,909.	0.	0.	0.	0.	13,095,431.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	34,720.	298,698.	41,000.	55,000.	219,350.	58,906.	5,000.	59,260.	93,824.	469,324.	28,139.	61,000.	724,402.	75,550.	126,900.	636,631.	207,663.	3,195,367.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	6,000.	246,812.	200,000.	0.	0.	0.	68,099.	5,250.	0.	226,699.	0.	0.	58,000.	0.	810,860.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	24,750.	141,759.	0.	0.	57,668,588.	0.	0.	0.	2,290,695.	190,092.	2,333,752.	0.	81,756,499.	203,820.	0.	1,420,845.	915,900.	146,946,700.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	9,650,628.	0.	0.	0.	45,928.	0.	1,540,000.	0.	9,637,099.	0.	0.	0.	0.	20,873,655.
GRAND TOTAL	59,470.	720,592.	148,400.	61,000.	90,299,764.	258,906.	5,000.	342,760.	2,430,447.	896,868.	4,549,622.	61,000.	145,800,480.	279,370.	126,900.	18,327,118.	3,012,451.	267,380,148.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES "AUTOCHTONES" POUR L'ANNEE 1986-1987

SOMMAIRE DES DEBOURSEES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1986-1987

		ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
TOTAL ANNUEL 1986-1987					MONTAGNAIS														
HQ	TOTAL	0.	0.	0.	10,000.	20,179,294.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	2,004,793.	0.	0.	0.	0.	22,398,927.
MAC	TOTAL	39,050.	3,000.	0.	21,000.	46,246.	21,449.	0.	7,722.	14,990.	160,405.	4,000.	3,500.	336,126.	7,750.	0.	3,000.	96,892.	765,130.
MAN	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	17,394,199.	0.	0.	0.	0.	17,394,199.
NCE	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,500.	0.	0.	0.	0.	0.	2,500.
MCO	TOTAL	0.	19,500.	17,500.	18,000.	28,000.	10,000.	0.	25,000.	35,000.	61,000.	8,000.	0.	38,500.	0.	0.	19,500.	0.	280,000.
MEQ	TOTAL	0.	114,319.	0.	0.	32,267,636.	0.	0.	0.	0.	94,734.	1,525,352.	0.	33,356,219.	0.	0.	0.	0.	67,358,260.
MESS	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	87,000.	0.	90,000.	162,000.	0.	0.	0.	29,100.	368,100.
MENVIQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	104,600.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	291,700.	0.	0.	0.	246,432.	642,732.
MFQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	4,023,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	8,650,354.	0.	0.	0.	0.	13,058,376.
MICT	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,570,000.	0.	0.	0.	0.	2,570,000.
MUQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	519,000.	519,000.
MLCP	TOTAL	2,278.	2,550.	0.	0.	304,874.	1,171.	0.	320,066.	80,932.	9,326.	90,564.	0.	1,109,389.	9,831.	0.	2,032.	50,000.	1,983,013.
MMSRFP	TOTAL	25,091.	48,933.	0.	0.	32,674.	0.	0.	26,372.	22,257.	29,280.	25,600.	0.	137,962.	0.	0.	78,533.	152,998.	579,700.
MSSS	TOTAL	0.	131,000.	0.	0.	13,992,857.	0.	0.	0.	2,091,306.	92,000.	465,963.	450,000.	20,451,310.	181,139.	0.	0.	0.	37,855,575.
INTO	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	20,000.	0.	0.	0.	0.	20,000.
INTQ	TOTAL	0.	0.	117,000.	0.	292,500.	0.	0.	0.	42,560.	0.	56,000.	0.	11,184,617.	0.	0.	0.	0.	11,692,677.
OPDQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	468,500.	0.	0.	0.	215,927.	15,000.	2,280.	0.	219,000.	0.	0.	0.	50,000.	970,707.
OSRQPC	TOTAL	0.	0.	0.	0.	12,654,531.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	12,654,531.
SAA	TOTAL	0.	10,030.	15,000.	6,000.	16,604.	5,000.	0.	0.	4,500.	132,458.	70,099.	4,500.	1,984,638.	85,866.	134,000.	159,050.	1,468,318.	4,096,063.
SHQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	37,142,212.	0.	0.	363,810.	0.	37,506,022.
SIQ	TOTAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	530,550.	0.	0.	0.	0.	530,550.
GRAND TOTAL		66,419.	329,332.	149,500.	55,000.	84,411,918.	37,620.	0.	379,160.	2,507,472.	681,203.	2,837,118.	550,500.	137,583,569.	284,586.	134,000.	625,925.	2,612,740.	233,246,062.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1986-1987

		ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HURS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPEMENT COMMUNAUTAIRE 1986-1987																			
MAM	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	387,400.	0.	0.	0.	0.	387,400.
MAM	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	4,167,856.	0.	0.	0.	0.	4,167,856.
MAM	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	12,838,943.	0.	0.	0.	0.	12,838,943.
MEQ	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	6,061,428.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	10,022,882.	0.	0.	0.	0.	16,084,310.
MENVIQ	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	76,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	225,000.	0.	0.	0.	0.	301,000.
MENVIQ	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	246,432.	246,432.
MENVIQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	28,600.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	66,700.	0.	0.	0.	0.	95,300.
MSGS	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	247,000.	0.	0.	0.	218,390.	0.	0.	0.	698,136.	0.	0.	0.	0.	1163,526.
MTQ	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	117,000.	0.	42,500.	0.	0.	0.	42,560.	0.	56,000.	0.	132,216.	0.	0.	0.	0.	390,276.
MTQ	CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	10,759,015.	0.	0.	0.	0.	11,009,015.
MTQ	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	293,386.	0.	0.	0.	0.	293,386.
SHQ	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	22,008,000.	0.	0.	123,750.	0.	22,131,750.
SHQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	23,885.	0.	23,885.
SHQ	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	216,175.	0.	216,175.
SHQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	15,134,212.	0.	0.	0.	0.	15,134,212.
SIQ	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	530,550.	0.	0.	0.	0.	530,550.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	117,000.	0.	118,500.	0.	0.	0.	42,560.	0.	56,000.	0.	887,766.	0.	0.	0.	0.	1,221,826.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	10,759,015.	0.	0.	0.	0.	11,009,015.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	680,786.	0.	0.	0.	246,432.	927,218.
TOTAL	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	26,175,856.	0.	0.	123,750.	0.	26,299,606.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	23,885.	0.	23,885.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	216,175.	0.	216,175.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	28,600.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	28,039,855.	0.	0.	0.	0.	28,068,455.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	6,308,428.	0.	0.	0.	218,390.	0.	0.	0.	10,721,018.	0.	0.	0.	0.	17,247,836.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPEMENT COMMUNAUTAIRE		0.	0.	117,000.	0.	6,705,528.	0.	0.	0.	260,950.	0.	56,000.	0.	77,264,296.	0.	0.	363,810.	246,432.	85,014,016.

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1986-1987

		ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICMACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMTIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
<u>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 1986-1987</u>																			
HQ	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	19,994,294.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	2,004,793.	0.	0.	0.	0.	22,203,927.
HQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	10,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	10,000.
HQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	185,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	185,000.
MCE	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,500.	0.	0.	0.	0.	0.	2,500.
MFQ	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.
MFQ	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	3,773,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	2,571,399.	0.	0.	0.	0.	6,729,421.
MFQ	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	250,000.
MUCT	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,570,000.	0.	0.	0.	0.	2,570,000.
MLCP	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	318,100.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	318,100.
MLCP	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	50,000.	50,000.
MLCP	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,278.	750.	0.	0.	18,413.	1,171.	0.	1,066.	1,212.	6,550.	550.	0.	7,004.	9,831.	0.	2,032.	0.	50,857.
MLCP	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	188,165.	0.	0.	0.	70,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	258,165.
MLCP	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	1,800.	0.	0.	98,296.	0.	0.	900.	9,720.	2,776.	90,014.	0.	1,102,385.	0.	0.	0.	0.	1,305,891.
MMSRFP	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	152,998.	152,998.
MMSRFP	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	25,091.	48,933.	0.	0.	32,674.	0.	0.	26,372.	22,257.	29,280.	25,600.	0.	137,962.	0.	0.	78,533.	0.	426,702.
MTQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	20,000.	0.	0.	0.	0.	20,000.
OPDQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	18,500.	0.	0.	0.	0.	5,000.	2,280.	0.	30,000.	0.	0.	0.	50,000.	105,780.
OPDQ	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	450,000.	0.	0.	0.	215,927.	10,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	675,927.
OPDQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	189,000.	0.	0.	0.	0.	189,000.
OSRQPC	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	600,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	600,000.
OSRQPC	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	12,054,531.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	12,054,531.
SAA	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	67,599.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	67,599.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	318,100.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	318,100.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	600,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	202,998.	802,998.
TOTAL	EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,570,000.	0.	0.	0.	0.	2,570,000.
TOTAL	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	19,994,294.	0.	0.	0.	0.	0.	272,439.	0.	8,083,748.	0.	0.	0.	0.	28,350,481.
TOTAL	INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	3,773,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	2,571,399.	0.	0.	0.	0.	6,729,421.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	27,369.	49,683.	0.	10,000.	69,587.	1,171.	0.	27,438.	23,469.	40,830.	28,430.	2,500.	194,966.	9,831.	0.	80,565.	50,000.	615,839.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	638,165.	0.	0.	0.	285,927.	10,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	934,092.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	1,800.	0.	0.	12,337,827.	0.	0.	900.	9,720.	2,776.	90,014.	0.	1,291,385.	0.	0.	0.	0.	13,734,422.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	250,000.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE		27,369.	51,483.	0.	10,000.	37,663,475.	1,171.	0.	346,438.	319,116.	53,606.	775,303.	2,500.	14,711,498.	9,831.	0.	80,565.	252,998.	54,305,353.

SOMMAIRE DES DEMOURES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1986-1987

		ABENAKUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ET	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHAMCS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPPPEMENT SOCIO-CULTUREL 1986-1987					MONTAGNAIS														
MAC	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	185,000.	0.	0.	0.	4,900.	189,900.
MAC	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	63,410.	63,410.
MAC	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	4,300.	3,000.	0.	21,000.	46,246.	21,449.	0.	7,722.	14,990.	68,825.	4,000.	3,500.	151,126.	7,750.	0.	3,000.	28,582.	385,490.
MAC	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	34,750.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	91,580.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	126,330.
MCQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	19,500.	17,500.	18,000.	28,000.	10,000.	0.	25,000.	35,000.	61,000.	8,000.	0.	38,500.	0.	0.	19,500.	0.	290,000.
MEQ	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	114,319.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	94,734.	0.	0.	19,459.	0.	0.	0.	0.	228,512.
MEQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	26,206,208.	0.	0.	0.	0.	0.	1,525,352.	0.	23,313,878.	0.	0.	0.	0.	51,045,438.
MESS	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	87000.	0.	90,000.	162,000.	0.	0.	0.	29,100.	368,100.
MUQ	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	519,000.	519,000.
MSSS	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	509,835.	0.	0.	0.	0.	0.	963.	0.	11,168.	0.	0.	0.	0.	521,966.
MSSS	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	19,520.	0.	0.	0.	0.	19,520.
MSSS	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	131,000.	0.	0.	13,236,022.	0.	0.	0.	1,872,916.	92,000.	465,000.	450,000.	19,722,486.	181,139.	0.	0.	0.	36,150,563.
TOTAL	CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	509,835.	0.	0.	0.	0.	0.	963.	0.	196,168.	0.	0.	0.	4,900.	711,866.
TOTAL	DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	63,410.	63,410.
TOTAL	TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	4,300.	136,819.	17,500.	39,000.	74,246.	31,449.	0.	32,722.	49,990.	311,559.	12,000.	93,500.	390,605.	7,750.	0.	22,500.	57,682.	1,281,622.
TOTAL	TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	34,750.	131,000.	0.	0.	39,442,230.	0.	0.	0.	1,872,916.	183,580.	1,990,352.	450,000.	43,036,364.	181,139.	0.	0.	519,000.	87,841,331.
GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPEMENT SOCIO-CULTUREL		39,050.	267,819.	17,500.	39,000.	40,026,311.	31,449.	0.	32,722.	1,922,906.	495,139.	2,003,315.	543,500.	43,623,137.	188,889.	0.	22,500.	644,992.	89,898,229.

SOMMAIRE DES DEBOURSEES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1986-1987

DEVELOPPEMENT GENERAL 1986-1987

	ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
SAA CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	5,400.	0.	0.	0.	0.	49,708.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	55,108.
SAA DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,867,013.	0.	0.	0.	1,447,968.	3,314,981.
SAA TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	7000.	15000.	6000.	11204.	2,000.	0.	0.	4500.	72750.	2,500.	4,500.	117,625.	85,866.	134,000.	159,050.	20,350.	642,345.
SAA TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	3,030.	0.	0.	0.	3,000.	0.	0.	0.	10,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	16,030.
 TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	 0.	 0.	 0.	 0.	 5,400.	 0.	 0.	 0.	 0.	 49,708.	 0.	 0.	 0.	 0.	 0.	 0.	 0.	 55,108.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,867,013.	0.	0.	0.	1,447,968.	3,314,981.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	7,000.	15,000.	6,000.	11,204.	2,000.	0.	0.	4,500.	72,750.	2,500.	4,500.	117,625.	85,866.	134,000.	159,050.	20,350.	642,345.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	3,030.	0.	0.	0.	3,000.	0.	0.	0.	10,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	16,030.
 GRAND TOTAL POUR LE DEVELOPPEMENT GENERAL	 0.	 10,030.	 15,000.	 6,000.	 16,604.	 5,000.	 0.	 0.	 4,500.	 132,458.	 2,500.	 4,500.	 1,984,638.	 85,866.	 134,000.	 159,050.	 1,468,318.	 4,028,464.

SOMMAIRE DES DEBOURSEES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1986-1987

	ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHACS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
TOTAL CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	117,000.	0.	633,735.	0.	0.	318,100.	42,560.	49,708.	56,963.	0.	1,083,934.	0.	0.	0.	4,900.	2,306,900.
TOTAL CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	250,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	10,759,015.	0.	0.	0.	0.	11,009,015.
TOTAL DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	600,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	2,547,799.	0.	0.	0.	1,960,808.	5,108,607.
TOTAL EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	28,745,856.	0.	0.	123,750.	0.	28,869,606.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	3,773,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	2,571,399.	0.	0.	0.	0.	6,729,421.
TOTAL INDEMNITES PREVUES AUX CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	19,994,294.	0.	0.	0.	0.	0.	272,439.	0.	8,083,748.	0.	0.	0.	0.	28,350,481.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	31,669.	193,502.	32,500.	55,000.	155,037.	34,620.	0.	60,160.	77,959.	425,139.	42,930.	100,500.	703,196.	103,447.	134,000.	286,000.	128,032.	2,563,691.
TOTAL TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	3,030.	0.	0.	638,165.	3,000.	0.	0.	285,927.	20,000.	0.	0.	0.	0.	0.	216,175.	0.	1,166,297.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	34,750.	132,800.	0.	0.	51,808,657.	0.	0.	900.	1,882,636.	186,356.	2,080,366.	450,000.	72,367,604.	181,139.	0.	0.	519,000.	129,644,208.
TOTAL TRANSFERT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	6,558,428.	0.	0.	0.	218,390.	0.	0.	0.	10,721,018.	0.	0.	0.	0.	17,497,836.
GRAND TOTAL	66,419.	329,332.	149,500.	55,000.	84,411,918.	37,620.	0.	379,160.	2,507,472.	681,203.	2,837,118.	550,500.	137,583,569.	284,586.	134,000.	625,925.	2,612,740.	233,246,062.

SOMMAIRE GLOBAL 1986-1987

SOMMAIRE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES "AUTOCHTONES" POUR L'ANNEE 1985-1986

SOMMAIRE DES DEBOURS, AIDES ET DEPENSES "AUTOCOTIONS" POUR L'ANNEE 1985-1986
PAR MINISTÈRES ET NATIONS

MINISTÈRE	ABENAKIS	ANGLAIS	ATTIKAMIKS	ATTIKAMIKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MICHIGES	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INDIT	CENTRE D'AMÉRIQUE	INDIENS AUTOCOTIONS	INDIENS RESERVES	GÉNÉRAUX	TOTAL
CSSI	0	0	0	0	34,159	0	0	0	0	0	0	42,826	0	0	0	0	76,985
CTU	2,190	4,950	1,200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8,140
DU	0	0	0	0	17,742,945	300	0	0	30,000	187,440	0	1,836,497	0	0	0	0	19,797,182
MAV	40,750	14,900	0	41,900	81,650	12,800	5,000	16,920	240,560	0	3,000	283,700	5,000	0	30,300	23,350	799,830
MAM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16,558,732	0	0	0	0	16,558,732
MATAU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	408,328	0	0	0	0	408,328
MCTI	0	0	0	0	0	0	0	0	35,000	0	0	3,000	0	0	0	0	38,000
MTU	0	42,000	19,000	22,000	40,000	12,000	0	15,000	76,500	2,000	0	28,000	0	0	19,500	0	276,000
MTU	0	59,756	22,200	0	29,140,640	0	0	0	85,999	1,277,781	0	41,888,553	0	0	0	105,000	72,579,929
MUR	0	272,464	57,382	0	593,463	0	0	0	68,285	0	0	0	0	0	0	0	921,594
MESS	0	0	0	0	0	0	0	0	120,000	0	50,000	233,200	0	0	0	260,000	663,200
MINVIQ	0	0	0	0	110,888	0	0	0	0	0	0	306,447	0	0	0	0	417,335
MTU	0	0	0	0	13,885,817	0	0	0	0	384,420	0	9,291,683	0	0	0	0	23,561,920
MUR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27,000	0	0	0	849,200	876,200
MCTP	1,972	3,574	3,404	0	189,110	1,440	302,458	10,590	84,426	108,227	0	2,535,119	15,750	0	2,450	4,787	3,263,307
MUR	20,309	54,170	0	0	0	0	80,112	23,000	51,692	31,900	0	137,899	24,595	0	72,459	0	496,136
MRIQ	0	0	0	0	0	0	0	0	2,500	0	0	0	0	0	0	0	2,500
MESS	0	128,055	0	0	11,761,507	0	0	2,314,913	25,000	407,956	0	26,628,466	186,525	0	0	452,700	41,905,122
MTU	0	0	158,325	0	25,000	0	0	30,934	0	56,000	0	6,085,906	0	0	0	0	6,356,165
MTU	0	0	0	0	54,500	0	78,900	0	46,645	18,280	0	274,100	0	0	45,000	65,000	582,425
MTU	0	0	0	0	13,218,400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13,218,400
SAMMAI	6,000	5,000	4,500	0	22,000	18,000	0	5,000	153,865	67,600	0	4,205,520	73,823	107,845	116,000	3,000	4,789,114
SAT	0	26,254	0	0	23,370	0	5,200	0	103,450	0	0	67,800	19,406	0	10,000	0	255,480
SMT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12,000	0	0	0	12,000
SMT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32,361	0	0	0	0	32,361
SMT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36,045,897	0	0	0	0	36,045,897
SMT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,092,162	0	0	0	0	1,092,162
TOTAL :	71,221	611,123	266,011	63,900	86,923,529	44,540	471,670	2,416,438	1,123,922	2,541,604	53,000	140,013,196	357,099	107,845	296,509	1,763,037	245,104,644

SUBVENTIONS ACCORDEES ET PAIEMENTS EFFECTUES SELON LES MINISTÈRES CONCERNES POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS MONTAGNAIS	CRIS	KURONS	MICMACS	MOHAWKS	MASKAPIS	INDIENS HORS RESERVE	FEMMES AUTOCHTONES	CENTRES D'ANITIE	DIVERS	PROJETS SPECIFIQUES	INUIT	GRAND TOTAL
MAM														15,001,568	15,001,568
MEQ (Infrastructure)				3,542,935				196,601						18,089,824	21,829,360
MENVIQ				110,688										306,447	417,335
MLCP (Lolair)	1,972	3,574	42,272	38,764	1,440	4,958	10,590		2,450		15,750			486,624	608,394
MSSS(Infrastructure)				409,000			326,700							14,054,800	14,790,500
MTQ			158,325	25,000									5,736,706	436,134	6,356,165
SHQ														36,045,897	36,045,897
SIQ													41,200	1,050,962	1,092,162
SAGNAI	5,000		21,500				5,081							4,145,307	4,176,888
GRAND TOTAL	6,972	3,574	222,097	4,126,587	1,440	4,958	342,371	196,601	2,450		15,750		5,777,906	89,617,563	100,318,269

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS MONTAGNAIS	CRIS	MURONS	MICMACS	MOHAWKS	MASKAPIS	INDIENS HORS RESERVE	FEMMES AUTOCHTONES	CENTRES D'AMITIE	DIVERS	PROJETS SPECIFIQUES	INUIT	GRAND TOTAL
HYDRO QUEBEC			30,000	17,739,945	300			187,440				5,000		1,834,497	19,797,182
MAPAQ													8,328	400,000	408,328
MER															0
MIC (via SDC)														32,361	32,361
MLCP(Chasse, peche)			45,558	121,500		272,500		106,303				79,787		2,029,265	2,654,913
MMSR	20,309	54,170	29,692			80,112	23,000	31,900	60,359		24,595			137,899	462,036
REVENU															
TOURISME															
OCQ															
OPDQ			46,645	54,500		78,900		18,280	45,000			65,000		274,100	582,425
FINANCE				13,635,817				384,420						9,291,683	23,311,920
OSRCPC				13,218,400											13,218,400
SAGMAI								67,600							67,600
GRAND TOTAL	20,309	54,170	151,895	44,770,162	300	431,512	23,000	795,943	105,359		24,595	149,787	8,328	13,999,805	60,535,165

DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL	ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MICMACS	MOHAWKS	NASKAPIS	INDIENS HORS RESERVE	FEMMES AUTOCHTONES	CENTRES D'AMITIE	DIVERS	PROJETS SPECIFIQUES	INUIT	GRAND TOTAL
CSST													76,985		76,985
CTQ	1,000											6,150	1,190		8,340
MAC	40,750	14,900	254,460	81,650	12,800		16,920		25,300		5,000	79,300		268,750	799,830
MCQ		42,000	117,500	40,000	12,000		15,000	2,000	19,500					28,000	276,000
MEQ (Curriculum)		59,756	108,199	25,597,705				1,081,180				105,000		23,798,729	50,750,569
MESS			120,000									310,000		233,200	663,200
JUSTICE												876,200			876,200
MMSR			22,000						12,100						34,100
MSSS		128,055	25,000	11,352,507			1,988,213	407,956			186,525	452,700		12,573,666	27,114,622
MCCI			35,000											3,000	38,000
MRI			2,500												2,500
SAJ		26,254	103,450	23,370		5,200			10,000		19,406			67,800	255,480
SPPF											12,000				12,000
SAGFAI		5,000	121,000	1,800	18,000				116,800	107,845	73,823	52,865		147,400	644,533
GRAND TOTAL	41,750	275,965	909,109	37,097,032	42,800	5,200	2,020,133	1,491,136	183,700	107,845	296,754	1,882,215	78,175	37,120,545	81,552,359

Dépôt des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande depuis 1985

Voir documents annexés

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTUDE DES CRÉDITS 1990-1991**

Dépôt des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande depuis 1985

En plus de ses responsabilités de coordonner les politiques et les activités gouvernementales en milieu autochtone, de conduire la négociation des ententes globales, en collaboration avec les ministères concernés, le SAA est aussi appelé à conseiller les divers ministères québécois dans la négociation de leurs ententes sectorielles avec les Autochtones, pour ensuite veiller à l'application de celles-ci lorsque conclues.

C'est donc dire que les ministères québécois demeurent les maîtres d'œuvre, dans leur secteur d'activité, des actions posées à l'égard de la clientèle autochtone. Ce sont eux qui concluent la plupart des ententes avec les Autochtones. Au chapitre des ententes sectorielles intervenues entre des ministères québécois et des nations autochtones, on peut signaler, à titre d'exemple, chez les Inuit, la Convention sur le développement culturel, entre le ministère des Affaires culturelles et l'Institut culturel Avataq et l'Entente sur la conservation du Saumon atlantique pour la saison 1989, entre le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et le Conseil de bande des Micmacs de Restigouche.

Ce n'est donc qu'exceptionnellement que le ministre délégué aux Affaires autochtones est appelé à signer lui-même des ententes. Il le fait entre autres dans certains cas particuliers. Depuis 1985, les ententes signées par le ministre délégué aux Affaires autochtones sont les suivantes:

Convention sur le mercure (1986), signée le 6 novembre 1986;

Entente-cadre, signée le 13 septembre 1988;

Entente concernant la lutte à la violence familiale en milieu autochtone, signée le 2 février 1989;

Entente sur les mesures provisoires, signée le 25 avril 1989;

Convention de Oujé-Bougoumou, signée le 6 septembre 1989.

ENTENTE-CADRE

- ENTRE LE CONSEIL ATTIKAMEK-MONTAGNAIS INC., ci-après désigné
 comme Conseil Attikamek-Montagnais (CAM), représenté par
 son président et ses vice-présidents
- ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA, représenté par le ministre
 des Affaires indiennes et du Nord canadien, et par le
 ministre d'Etat aux Affaires indiennes et du Nord
 canadien
- ET LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC, représenté par le ministre
 délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, et par le
 ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
 canadiennes

ATTENDU QUE le Conseil Attikamek-Montagnais, le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Québec étaient en négociation active au moment de la révision, en décembre 1986, de la politique fédérale de revendications territoriales globales qui a introduit une nouvelle étape, celle de l'entente-cadre;

ATTENDU QUE cette procédure a pour but d'améliorer l'efficacité du processus de négociation;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIVRAIT:

1. Entente-cadre

Les parties s'entendent pour signer la présente entente-cadre, étape préalable additionnelle, même si elle n'est pas formellement requise dans le cadre de la négociation des revendications du Conseil Attikamek-Montagnais.

2. Objet de l'entente-cadre

Le présent document a pour objectif de déterminer un plan de travail et des échéanciers les plus réalistes possibles.

3. Sujets à négocier

La négociation tripartite portera, entre autres, sur les sujets suivants, dont les points principaux sont présentés en annexe:

- A. Des mesures provisoires pour protéger les intérêts des Atikamekw et des Montagnais relativement au territoire et à l'exercice de leurs activités pendant la durée de la négociation.

Ces mesures provisoires porteront sur:

- a) des projets de développements;
- b) les activités traditionnelles des Atikamekw et des Montagnais.

A cette fin, un groupe de travail sous la responsabilité de la table centrale sera mis sur pied pour répondre aux problèmes liés aux activités de chasse, de pêche et de piégeage des Atikamekw et des Montagnais.

Le mandat de ce groupe de travail sera défini en même temps que les mesures provisoires seront arrêtées et aura la même durée. Il s'exercera dans le cadre des lois en vigueur.

Jusqu'à la signature d'une entente sur les mesures provisoires, le présent article ne doit pas être interprété dans le sens d'empêcher ou de restreindre le développement.

Les parties pourront convenir de mesures particulières ou de mécanismes nécessaires à leur établissement relativement à certains projets tels que la ligne Radisson-Nicolet-Des Cantons et celui de l'aménagement hydroélectrique de la rivière Ste-Marguerite et amorcés avant la conclusion d'une entente sur les mesures provisoires. Ces mesures particulières devront s'inscrire dans le cadre des lois en vigueur.

Les mesures provisoires seront négociées en premier lieu, immédiatement après l'entente-cadre, et devront faire l'objet d'une entente de principe à la table centrale avant la poursuite de la négociation territoriale.

- B. Le territoire sur lequel les Atikamekw et les Montagnais ont établi leur revendication territoriale globale, fondée sur des titres ancestraux issus de l'utilisation et de l'occupation traditionnelles et continues des terres, dont le gouvernement fédéral a accepté de négocier le règlement. La négociation tiendra compte des besoins actuels et futurs des Atikamekw et des Montagnais, de ceux de la population en général et des possibilités offertes par le territoire.
- C. Le gouvernement responsable indien.
- D. Les activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage et de cueillette.
- E. Les indemnisations.
- F. Admissibilité aux bénéfices.
- G. Approbation et ratification des diverses ententes.
- H. Les mécanismes de mise en oeuvre.
- I. Les mécanismes décisionnels pour la résolution des conflits de l'entente finale.
- J. Les mécanismes d'amendement de l'entente.

Les sujets énumérés ci-dessus ne sont pas identifiés par ordre de priorité de discussion, mais les parties conviennent de traiter d'abord des mesures provisoires, du territoire et du gouvernement responsable indien,

4. Echéanciers

Les parties prévoient conclure une entente sur les mesures provisoires d'ici le 31 octobre 1988, une entente de principe au plus tard le 30 avril 1990 et une entente finale avant le 30 avril 1991.

Le Conseil Attikamek-Montagnais étant le porte-parole de plusieurs gouvernements locaux, les parties acceptent que cette situation particulière implique un processus continu de consultation et de communication avec ses mandants. De plus, chaque partie aura à tenir compte des besoins de consultation de chacune des autres parties.

5. Le processus des négociations

La table centrale est responsable de la coordination et de l'orientation des négociations. Elle dirige et est chargée de mener les négociations. Au besoin, et sous son autorité, elle pourra constituer des tables sectorielles ou des groupes de travail ad hoc en y définissant les mandats.

Pour les questions propres aux Atikamekw, la table centrale formera, au besoin, une table complémentaire tripartite, composée du négociateur adjoint désigné par les Atikamekw et des négociateurs du Canada et du Québec.

6. Les méthodes de travail

Règle générale, la méthode de travail consistera à formuler des propositions et des contre-propositions.

Les parties reconnaissent le leadership du CAM dans la négociation. Ainsi, les discussions s'amorceront, en général, à partir des propositions du CAM.

Si aucun progrès notable n'a été accompli, après une période raisonnable de négociation, les parties exprimeront, par écrit, leur position.

Les sujets mentionnés à l'article 3 seront négociés à la table de négociation conformément aux compétences de chacun des gouvernements sans pour autant limiter la participation des autres parties à la négociation.

7. Financement des négociations

Le gouvernement fédéral s'engage formellement à assurer le Conseil Atikamek-Montagnais d'un financement adéquat, sur la base du budget de 1987-1988, pendant toute la durée de la négociation active.

8. Portée des ententes

L'entente de principe stipulera les droits fonciers des Atikamekw et des Montagnais et contiendra tout autre élément jugé essentiel par les parties. L'entente finale confirmera l'entente de principe et en déterminera les modalités d'application.

L'entente finale sera conclue sans préjudice aux droits qui pourraient exister au sens de l'article 35(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, sauf que les droits ancestraux relatifs aux droits fonciers seront échangés par les Atikamekw et les Montagnais en contrepartie de droits fonciers issus de traité au sens de l'article 35(3) de la Loi constitutionnelle de 1982.

L'entente finale sera conclue sans préjudice aux droits conférés aux peuples autochtones suite à tout amendement à la Constitution du Canada.

Les ententes ou sous-ententes, à toutes les étapes du processus de négociation, seront réalisées dans le cadre du régime juridique canadien. Elles ne seront pas limitées au cadre des lois actuelles, lesquelles devront être modifiées en conséquence.

9. Programmes des gouvernements fédéral et provincial

Pendant la période de négociation, les Atikamekw et les Montagnais continueront de bénéficier des mêmes droits et avantages que tous les autres citoyens et auront accès de la même manière aux divers programmes et services des gouvernements fédéral et provincial, suivant les modalités d'application régulières de ces programmes et services.

Les programmes, ainsi que leur financement, des gouvernements fédéral et provincial destinés aux Indiens continueront, pendant la période de négociation, à être accessibles aux Atikamekw et aux Montagnais, suivant les modalités d'application régulières de ces programmes.

10. Interprétation de la présente entente

Rien dans cette entente ou annexe ne doit être interprété comme créant, reconnaissant ou niant des droits.

ANNEXE

A. MESURES PROVISOIRES

- a) Territoire visé
- b) Durée de l'entente sur les mesures provisoires
- c) Types de projets de développement visés
- d) Nature des mesures provisoires à prendre
- e) Mise en oeuvre et financement

B. TERRITOIRE

- a) Superficie des terres
- b) Critères de sélection
- c) Choix des terres
- d) Titres de propriété et transfert des terres
- e) Gestion des terres et des ressources renouvelables et non renouvelables: utilisation, développement, protection, accès et aménagement
- f) Intérêts des tiers
- g) Règlement des chevauchements des revendications territoriales acceptées par le gouvernement fédéral avant la signature de l'entente-cadre
- h) Considération des chevauchements des revendications territoriales acceptées par le gouvernement fédéral après la signature de l'entente-cadre
- i) Négociation en vue d'un règlement de la revendication portant sur le territoire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, conformément à l'article 2.14 de ladite convention
- j) Mise en oeuvre

C. GOVERNEMENT RESPONSABLE INDIEN

- a) Domaines de juridiction
- b) Pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire: définition et modalités d'exercice
- c) Aires de juridiction
- d) Forme d'autorité
- e) Structure du gouvernement indien
- f) Relations du gouvernement indien avec le Canada et le Québec
- g) Taxation
- h) Financement
- i) Mise en oeuvre

D. LES ACTIVITES TRADITIONNELLES DE CHASSE, DE PECHE, DE PIEGEAGE ET DE CUEILLETTE

- a) Principe de conservation
- b) Zones d'exercice des activités
- c) Modes d'exploitation et de gestion
- d) Modalités d'exploitation des ressources renouvelables et non renouvelables
- e) Mise en oeuvre

E. LES INDEMNISATIONS

- a) Nature et quantum
- b) Sources
- c) Bénéficiaires: gestion des actifs
- d) Modalités de transfert et échéancier
- e) Remboursement des prêts de négociation
- f) Mise en oeuvre

F. ADMISSIBILITE AUX BENEFICES

- a) Définition des bénéficiaires
- b) Inscription des bénéficiaires
- c) Mécanisme d'appel
- d) Mise en oeuvre

G. APPROBATION ET RATIFICATION DES DIVERSES ENTENTES

- a) Mécanismes d'approbation et de ratification
- b) Mesures transitoires
- c) Entrée en vigueur
- d) Mise en oeuvre

H. LES MECANISMES DE MISE EN OEUVRE

- a) Plan de mise en oeuvre
- b) Législation(s)

I. LES MECANISMES DECISIONNELS POUR LA RESOLUTION DES CONFLITS DE L'ENTENTE FINALE

- a) Champs d'application des mécanismes
- b) Nature et rôle des mécanismes

J. LES MECANISMES D'AMENDEMENT DE L'ENTENTE

- a) Domaines d'application
- b) Clauses d'amendement

Note: Les points principaux énumérés ci-dessus ne sont pas identifiés par ordre de priorité de discussion. Il est convenu qu'un point identifié à un sujet pourra également être discuté sous un autre sujet.

ENTENTE CONCERNANT LA LUTTE

A LA VIOLENCE FAMILIALE EN MILIEU AUTOCHTONE

ENTRE

L'ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU QUEBEC, ci-après appelée l'AFAQ, représentée par M^{me} Michèle Rouleau, présidente,

ET

LE MINISTERE DU CONSEIL EXECUTIF, par l'entremise du Secrétariat aux affaires autochtones, ci-après appelé le SAA, représenté par M. Raymond Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec investit des ressources considérables dans la lutte à la violence conjugale;

ATTENDU QUE la violence familiale, en milieu autochtone, constitue une entrave majeure à la paix sociale et au développement économique ainsi qu'un obstacle à l'éducation des jeunes;

ATTENDU QU'il n'est pas possible, dans le cadre d'une campagne générale de lutte à la violence conjugale, de tenir compte des particularités des communautés autochtones à cause des différences importantes qui existent au niveau de la culture, de la langue, des coutumes, de la situation géographique ainsi que des structures communautaires et familiales;

ATTENDU QUE l'AFAQ est le seul organisme apte à traiter le problème de la violence familiale, de façon globale, pour tout le milieu autochtone;

ATTENDU QUE la ministre déléguée à la Condition féminine et le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones ont accordé leur appui moral, technique et financier à l'AFAQ pour soutenir une campagne de sensibilisation à la violence en milieu autochtone, ce qui constituait le premier volet du programme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIVRAIT:

1.0 **Objet**

La présente entente a pour objet de définir les modalités d'action, d'intervention et de financement du deuxième volet du programme de lutte à la violence familiale en milieu autochtone.

2.0 **Interlocuteurs désignés**

- 2.1 Dès la signature de la présente entente, l'AFAQ et le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones désignent chacun un interlocuteur responsable de sa mise en oeuvre.

3.0 **Partage des responsabilités**

- 3.1 L'AFAQ s'engage à mandater ou recruter une personne-ressource autochtone qui travaillera à plein temps auprès des instances locales des communautés, soit, les conseils de bande, les corporations des villages nordiques et les organismes communautaires en vue d'orienter et de coordonner les efforts de ceux et celles qui veulent relever le défi posé par la violence familiale, tout en tenant compte de la réalité propre à chaque communauté. De plus, elle devra conseiller le SAA sur ce que le gouvernement pourrait entreprendre pour appuyer les efforts locaux.
- 3.2 L'AFAQ s'engage à présenter au SAA, trimestriellement, un rapport écrit des activités réalisées par la personne-ressource visée à l'article 3.1 de la présente entente, telles que les communautés visitées, les problèmes rencontrés, les actions entreprises et les résultats obtenus. Ce rapport devra présenter un état des dépenses encourues par et pour cette personne. En outre, ce rapport pourra contenir des recommandations s'il y a lieu.
- 3.3 L'AFAQ s'engage à soumettre au SAA, dans les trois mois de la signature de la présente entente, un plan de travail des activités à être réalisées par la personne-ressource visée à l'article 3.1 des présentes.
- 3.4 Le SAA, assisté par le Secrétariat à la Condition féminine, s'engage à recevoir la personne ressource visée à l'article 3.1 de la présente entente pour une période de stage pouvant varier de trois à huit semaines suivant son engagement, à fournir toute la documentation disponible pour son information et collaborer à l'élaboration du plan de travail visé à l'article 3.3 des présentes.
- 3.5 Le SAA s'engage à fournir à l'AFAQ, pour une période de trois (3) ans les fonds nécessaires pour couvrir le salaire, les bénéfices marginaux et

les frais de voyage de la personne-ressource visée à l'article 3.1 de la présente entente. Ces fonds seront versés d'avance de la façon suivante:

22 500 \$ en octobre 1988
23 125 \$ en avril 1989
23 125 \$ en octobre 1989
24 375 \$ en avril 1990
24 375 \$ en octobre 1990
25 000 \$ en avril 1991

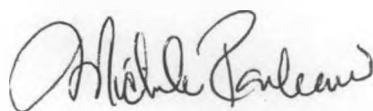
3.6 L'AFAQ assumera les coûts reliés à l'administration des fonds visés à l'article 3.5 de la présente entente ainsi que ceux reliés au support administratif, technique et logistique.

4.0 Dispositions diverses

4.1 Advenant tout événement rendant impossible ou difficile la réalisation de certaines obligations contenues dans la présente entente, le SAA se réserve le droit de réévaluer l'ensemble de celle-ci et de la négocier avec l'AFAQ, sous réserve de l'approbation du Conseil du trésor si telle approbation est requise.

4.2 En cas d'incapacité de l'une des parties de remplir une des obligations prévues dans la présente entente, l'autre partie peut mettre fin à celle-ci par un avis écrit de trente (30) jours. Dans un tel cas, l'AFAQ doit rembourser au gouvernement du Québec toute somme versée d'avance au prorata de la période pendant laquelle l'entente n'est plus en vigueur.

Signé à *Québec*..... le *2. février*..1989.



Michèle Rouleau
Présidente de l'Association
des femmes autochtones du Québec



Raymond Savoie
Ministre délégué aux Mines
et aux Affaires autochtones

ENTENTE SUR LES MESURES PROVISOIRES

- ENTRE** **LE CONSEIL ATTIKAMEK-MONTAGNAIS INC.**, ci-après désigné
comme Conseil Attikamek-Montagnais (CAM), représenté par
son président et ses vice-présidents
- ET** **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, représenté par le ministre des
Affaires indiennes et du Nord canadien, et par le ministre
d'Etat aux Affaires indiennes et du Nord canadien
- ET** **LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC**, représenté par le ministre
délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, et par le
ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes

ATTENDU QUE les parties ont signé une entente-cadre le 13 septembre 1988, dans le cadre de la négociation des revendications territoriales globales des Atikamekw et des Montagnais;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de cette entente-cadre, les parties se sont engagées à convenir de mesures provisoires;

ATTENDU QUE les Atikamekw et les Montagnais ne sont pas opposés à toute forme de développement sur le territoire revendiqué pendant la période de négociation;

ATTENDU QUE les Atikamekw et les Montagnais veulent s'assurer que les territoires et les ressources dont ils dépendent pour leurs activités traditionnelles soient protégés.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

PARTIE I DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet

La présente entente a pour objet d'établir des mesures provisoires en vue de protéger les intérêts des Atikamekw et des Montagnais relativement au territoire visé et à l'exercice de leurs activités pendant la durée de la négociation et de faciliter leur participation aux différentes étapes d'élaboration et de réalisation des projets de développement, le tout selon les modalités décrites ci-après.

De plus, les parties désirent poursuivre leurs efforts de concertation en matière de gestion des ressources fauniques par la mise en place des mesures prévues dans la présente entente.

2. Territoire visé

Les mesures provisoires s'appliquent au territoire revendiqué au Québec, qui fait l'objet de la présente négociation, sans pour autant en constituer une acceptation.

A moins de disposition contraire dans la présente entente, les mesures provisoires ne s'appliquent pas au territoire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et de la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ), ni aux terres privées.

3. Durée de l'entente

Les mesures provisoires prévues par la présente entente prennent effet lors de la signature par les trois parties et demeurent en vigueur jusqu'à la date de la signature de l'entente finale ou au plus tard le 30 avril 1991, à moins qu'il en soit convenu autrement par les parties.

4. Financement

Pour la mise en application de la présente entente, chaque partie assume ses propres frais.

PARTIE II PROJETS DE DEVELOPPEMENT

5. Activités visées

Les projets suivants:

- a) les projets de développement soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts en vertu de l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2)
- b) les projets de création ou de modification de parcs, de réserves fauniques, de réserves à castor, de zecs, de pourvoiries, de réserves écologiques, de refuges d'oiseaux migrants, de réserves nationales de faune;
- c) les projets de développement reliés à des activités militaires à moins que ceux-ci revêtent un caractère d'urgence ou d'intérêt national;

non amorcés lors de la signature de la présente entente, doivent obligatoirement faire l'objet de mesures provisoires dont la nature est prévue à l'article 6.

Toutefois, les mesures particulières déjà convenues relativement au projet d'aménagement de la rivière Sainte-Marguerite et apparaissant en annexe à la présente entente, tiennent lieu de mesures provisoires pour ce projet.

La présente entente n'affecte pas celle conclue au sujet de la réserve de parc national de l'Archipel-de-Mingan où s'appliquent exclusivement les mesures particulières convenues dans une entente intervenue le 21 avril 1989 entre Sa Majesté du Chef du Canada, représentée par le Ministre de l'Environnement (Service canadien des parcs), et le Conseil de bande de Mingan.

6. Nature des mesures provisoires

A.

a) Pour le Québec:

Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur public visé à l'article 5 a) de la présente entente, les mesures provisoires se traduisent de la façon suivante:

Le ministère de l'Environnement informe le Conseil Attikamek-Montagnais en lui faisant parvenir une copie du projet de directives visant à préciser au promoteur la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impacts sur l'environnement que celui-ci doit préparer.

Le Conseil Attikamek-Montagnais bénéficie du même délai que les ministères ou organismes gouvernementaux consultés pour formuler ses commentaires sur ce projet de directives. De plus le représentant du ministère de l'Environnement et celui du Conseil Attikamek-Montagnais doivent se rencontrer si ce dernier le requiert;

b) Pour le Canada:

Lorsqu'un ministère responsable propose, en vertu du décret C.P. 1984-2132 de juin 1984, la tenue d'un examen public pour un projet particulier, le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales consulte le CAM avant que le ministre de l'Environnement établisse le mandat de la Commission visé à l'article 26 du décret.

Une fois créée, la Commission informe le CAM de la tenue de l'examen public et lui fait parvenir l'information pertinente dans le cadre de cet examen.

De plus, la Commission fait parvenir au CAM une copie du projet de directives pour la préparation de l'étude d'impacts environnementaux par le promoteur.

En conformité avec l'article 30 du décret, la Commission accorde au CAM le même délai qu'aux ministères, organismes et public consultés à cette fin pour formuler ses commentaires pour la préparation des directives finales.

B. Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur public visé à l'article 5 de la présente entente, les mesures provisoires se traduisent de la façon suivante:

- a) dans la planification de leurs développements futurs pouvant avoir des répercussions appréciables sur les Atikamekw et les Montagnais et leur environnement, les promoteurs publics doivent tenir compte des facteurs d'environnement et de milieu social;
- b) avant de réaliser un nouveau projet de développement, les promoteurs publics doivent aviser le Conseil Attikamek-Montagnais; ainsi, lors de la conception des avant-projets, lors des études préliminaires et lors de la confection des études d'impacts, des mécanismes particuliers de consultation des Atikamekw et des Montagnais sont établis;
- c) les Atikamekw et les Montagnais peuvent, selon leurs compétences et dans la mesure convenue avec le promoteur, participer à la réalisation des études d'avant-projet et d'impacts et à la réalisation du projet de développement lui-même; à cette fin et dans la mesure du possible, la formation de la main-d'oeuvre atikamekw et montagnaise est favorisée pendant les travaux relatifs aux projets de développement;
- d) dans la mesure du possible, l'octroi de contrats aux bandes, compagnies ou organismes atikamekw ou montagnais, locaux ou régionaux est favorisé; à cette fin, des mesures appropriées peuvent être convenues avec le promoteur.

- C. Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur privé, visé à l'article 5 a) de la présente entente, les mesures provisoires prévues à l'article 6 A s'appliquent.
- D. Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur public ou privé visé par l'article 5 a) de la présente entente et situé dans le territoire borné à l'ouest par le méridien 67°14' de longitude ouest, au sud par la limite du Québec, à l'est par le méridien 63°33'4" de longitude ouest et au nord par le parallèle 55°00' de latitude nord, les mesures provisoires prévues à l'article 6A s'appliquent.

7. Mise en oeuvre

Lorsqu'un avis est donné par un promoteur public conformément à l'article 6 B)b) de la présente entente, un groupe de travail est mis sur pied.

Ce groupe de travail est composé de trois (3) représentants du Conseil Attikamek-Montagnais, de deux (2) représentants du promoteur public et d'un (1) représentant du gouvernement du Québec ou du Canada, selon qu'il s'agit d'un projet de compétence provinciale ou fédérale. Lorsque le sujet traité n'est pas de compétence de l'un des gouvernements, un représentant de ce gouvernement peut siéger à titre d'observateur à la négociation.

Le mandat général de ce groupe de travail consiste à appliquer les mesures provisoires prévues à l'article 6B. Il détermine son mandat spécifique et ses modalités de fonctionnement qu'il soumet à l'approbation de la table centrale.

Les ententes qui suivront devront être soumises à la table centrale de négociation, pour examen de leur conformité avec les orientations de la négociation globale avant de recevoir l'approbation définitive des instances appropriées.

PARTIE III EXPLOITATION FORESTIERE ET VILLEGATURE

8. Exploitation forestière

De manière à favoriser les discussions et apporter des solutions aux problèmes qui pourraient se présenter relativement aux activités forestières, les mesures suivantes sont mises en place:

- A. Formation d'un groupe de travail bipartite, composé du Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) et du sous-ministre adjoint aux opérations régionales du secteur Forêts du ministère de l'Energie et des Ressources (MER).

Ce groupe de travail aura pour mandat:

- a) d'examiner à la demande du CAM les questions d'ensemble touchant la gestion forestière;
- b) de revoir les dossiers qui n'auront pu être réglés au niveau régional.

B. Pour favoriser l'efficacité du groupe de travail et la solution des problèmes, les représentations du Conseil Attikamek-Montagnais seront faites, dans un premier temps, auprès des unités de gestion et des administrations régionales concernées du MER, afin:

- a) de permettre au Conseil Attikamek-Montagnais d'identifier les sites à protéger et toute préoccupation pouvant influencer la négociation des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF);
- b) d'examiner toute plainte relative au respect par les exploitants forestiers des modalités d'intervention et des engagements pris dans les plans d'intervention;
- c) de permettre au Conseil Attikamek-Montagnais d'exprimer ses commentaires sur les plans généraux et sur les plans quinquennaux déposés au MER par les bénéficiaires du CAAF. L'unité de gestion avise le CAM de la disponibilité de ces plans pour information dès que le ministre les aura rendus accessibles.

Afin d'opérationnaliser cette entente, le MER fera connaître au CAM la liste de ses unités de gestion et sa programmation de négociation des CAAF. Le CAM indiquera par la suite les territoires qui l'intéressent.

9. Villégiature

Le MER consultera le CAM, à l'intérieur des délais prévus, lors de l'élaboration et de la révision des plans régionaux de développement de la villégiature.

PARTIE IV GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CHASSE, LA PECHE ET LE PIEGEAGE

10. Mise sur pied d'un groupe de travail

Conformément à l'article 3A de l'entente-cadre intervenue le 13 septembre 1988 entre le Conseil Attikamek-Montagnais inc. (CAM), le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, un groupe de travail est mis sur pied lors de la signature de l'entente sur les mesures provisoires.

11. Composition du groupe de travail

Ce groupe de travail est composé de trois (3) représentants du Conseil Attikamek-Montagnais et de trois (3) représentants du gouvernement du Québec ou du Canada, selon qu'il s'agit d'un sujet de compétence provinciale ou fédérale. Dans les cas où l'un des gouvernements compétents a délégué la responsabilité de l'administration d'une loi ou d'un règlement à l'autre gouvernement, c'est ce dernier qui fera partie du groupe de travail. Lorsque le sujet traité ne concerne pas l'un des gouvernements, un représentant de ce gouvernement peut siéger à titre d'observateur.

L'une ou l'autre des parties peut s'adjoindre des spécialistes. Ils ne participent pas activement au débat, à moins de remplacer officiellement un membre du groupe de travail.

12. Convocation du groupe de travail

Une réunion du groupe de travail peut être convoquée à la demande de l'une ou l'autre des parties.

13. Mandat du groupe de travail

Le groupe de travail a pour mandat général d'examiner les problèmes liés aux activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage des Atikamekw et des Montagnais sur le territoire visé et de proposer des solutions appropriées dans le but de réduire les inconvénients qu'ils rencontrent dans l'exercice de ces activités. Tout cas particulier doit être soumis au groupe de travail dans les 90 jours suivant l'événement.

Sans restreindre la portée du paragraphe précédent, le groupe de travail étudie et propose des mesures concrètes, y compris des moyens de mise en oeuvre sur les sujets suivants:

- . la durée fixée lors du renouvellement des baux et contrats relatifs à la gestion et à l'exploitation des pourvoiries;
- . l'accessibilité des Atikamekw et des Montagnais aux parcs, aux réserves fauniques, aux réserves à castor, aux zecs, aux pourvoiries, aux réserves écologiques, aux refuges d'oiseaux migrateurs, aux réserves nationales de faune;
- . la pratique des activités traditionnelles par les Atikamekw et les Montagnais dans les parcs, les réserves fauniques, les zecs, les pourvoiries, les réserves écologiques, les refuges d'oiseaux migrateurs, les réserves nationales de faune, situés à l'intérieur des réserves à castor;
- . les droits de piégeage des Atikamekw et des Montagnais dans les pourvoiries situées à l'intérieur des réserves à castor.

Dans l'élaboration de ses propositions, le groupe de travail tient compte, dans la mesure où ils sont applicables, des facteurs suivants:

- . formation de la main-d'oeuvre;
- . création d'emploi;
- . octroi de contrats, y compris ceux relatifs à la mise en valeur de la faune;
- . mise sur pied de mécanismes de consultation;
- . participation à la réalisation des études;
- . poursuite des efforts de concertation en matière de gestion des ressources fauniques.

PARTIE V LEGISLATION ET REGLEMENTATION

14. Avis et représentations

Le Conseil Attikamek-Montagnais avise les gouvernements et les informe de son intention de faire des représentations lorsque, selon lui, un projet de loi ou de règlement a un impact significatif sur les activités propres aux Atikamekw et aux Montagnais.

Les gouvernements s'engagent à favoriser le cheminement des représentations du Conseil Attikamek-Montagnais dans le cadre des mécanismes existants ou, en l'absence de ceux-ci, auprès du ministre responsable.

Le Conseil Attikamek-Montagnais informe le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou le ministre délégué aux Affaires autochtones de sa démarche.

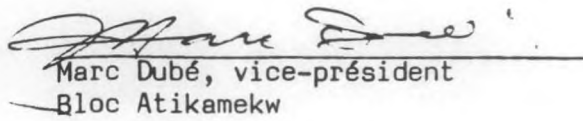
PARTIE VI INTERPRETATION DE LA PRESENTE ENTENTE

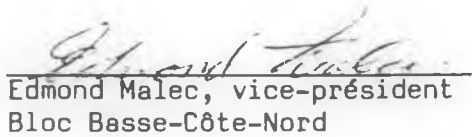
15. Sauf pour les obligations qui y sont contenues, rien dans la présente entente ne doit être interprété comme créant, reconnaissant ou niant des droits.
16. Dans l'éventualité d'une rupture des négociations, l'application de la présente entente devra faire l'objet d'une reconsidération de la part des parties.
17. La présente entente ne doit pas être interprétée dans le sens d'empêcher le développement. De plus, sous réserve de l'article 6 et des résultats pouvant en découler, elle ne doit pas être interprétée dans le sens de restreindre le développement.
18. La présente entente ne pourra être interprétée comme une acceptation ou un rejet des projets de développement par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).
19. Les mesures provisoires sont limitées au cadre des lois en vigueur.

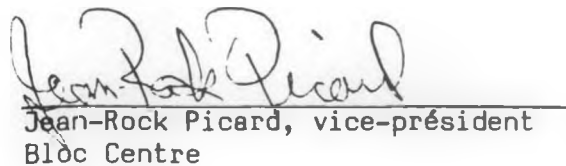
Signé à Québec en ce 25^e jour de avril 1989

LE CONSEIL ATTIKAMEK-MONTAGNAIS INC.

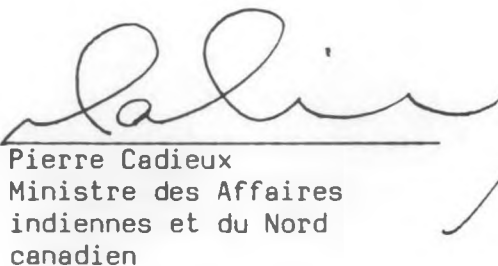

Georges Bacon, président

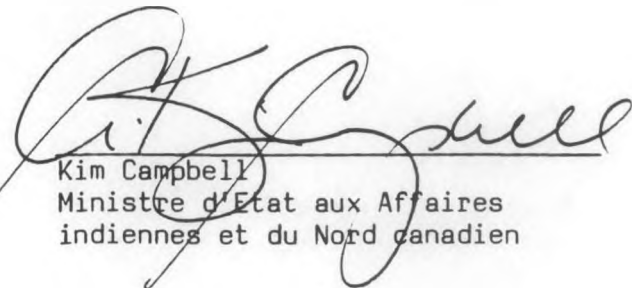

Marc Dubé, vice-président
Bloc Atikamekw


Edmond Malec, vice-président
Bloc Basse-Côte-Nord

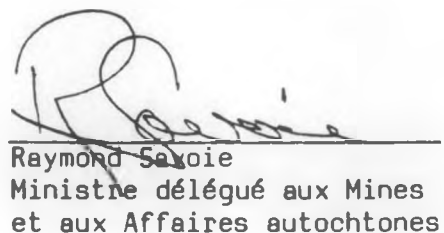

Jean-Rock Picard, vice-président
Bloc Centre

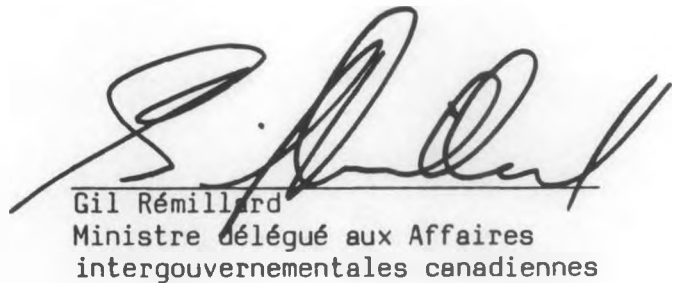
GOUVERNEMENT DU CANADA


Pierre Cadieux
Ministre des Affaires
indiennes et du Nord
canadien


Kim Campbell
Ministre d'Etat aux Affaires
indiennes et du Nord canadien

GOUVERNEMENT DU QUEBEC


Raymond Savoie
Ministre délégué aux Mines
et aux Affaires autochtones


Gil Rémillard
Ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes

GROUPE DE TRAVAIL DE NEGOCIATION

**Projet d'Hydro-Québec
sur la rivière Sainte-Marguerite**

1. Définition

La table centrale forme un groupe de travail de négociation pour élaborer des mesures particulières concernant les projets d'Hydro-Québec sur la rivière Sainte-Marguerite.

2. Mandat

Déterminer des mesures de mitigation et compensatoires dans le but de réduire au minimum les impacts du projet à l'égard des Montagnais et d'assurer leur participation durant la conception et la réalisation de ce projet et aux retombées économiques.

A partir de ce mandat général, le groupe de travail devra définir plus précisément les grandes lignes de sa négociation et soumettre ce dossier à la table centrale de négociation.

Les ententes qui suivront devront être soumises à la table centrale de négociation pour examen de leur conformité avec les orientations de la négociation globale avant de recevoir l'approbation définitive des instances appropriées.

3. Composition du groupe de travail de négociation

Le groupe de travail de négociation sera composé d'une part de trois (3) représentants du Conseil Attikamek-Montagnais et d'autre part de deux (2) représentants d'Hydro-Québec et d'un (1) représentant du gouvernement du Québec. Le gouvernement fédéral pourra y déléguer un observateur.

L'une ou l'autre des parties pourra s'adjoindre des spécialistes à la condition qu'ils ne participent pas activement au débat, à moins de remplacer officiellement un membre du groupe de travail.

4. Echéancier

Le groupe de travail devra se pencher, dans une première phase, sur la participation des Montagnais durant la conception du projet. Dans une seconde phase, et selon l'échéancier d'Hydro-Québec, ce groupe de travail examinera la participation des Montagnais à la réalisation du projet.